

Renseignements utiles

Concours national de la Résistance et de la Déportation 2012-2013

Thème

« Communiquer pour résister (1940-1945) ».

Participation

Le concours est ouvert aux élèves des établissements publics et privés sous contrat, à ceux des établissements d'enseignement agricole, des établissements relevant du ministère de la Défense et des établissements français à l'étranger, ainsi qu'aux jeunes placés dans les centres éducatifs fermés, aux mineurs et jeunes majeurs scolarisés dans les établissements pénitentiaires.

Pour plus de détails se reporter à la note de service publiée au *Bulletin officiel de l'Éducation nationale* n° 24, 14 juin 2012.
Site: <http://www.education.gouv.fr>

Catégories de participants	Types d'épreuves, durée et dates	Observations
■ 1^{re} catégorie Classes de tous les lycées	Vendredi 22 mars 2013 Réalisation d'un devoir individuel portant sur le sujet académique en classe, sous surveillance, sans documents personnels. Durée 3 heures.	Les copies individuelles et les travaux sont à transmettre pour le vendredi 29 mars 2013 au plus tard: <ul style="list-style-type: none">• au directeur académique des services de l'Éducation nationale pour les établissements situés sur le territoire métropolitain,• au recteur ou vice-recteur de l'académie pour les établissements des Drom-Com,• au ministère de l'Éducation nationale – direction générale de l'enseignement scolaire – DGESCO – B3-4 – Concours national de la Résistance et de la Déportation – 110 rue de Grenelle – 75357 PARIS 07 SP pour les établissements français à l'étranger.
■ 2^e catégorie Classes de tous les lycées	Travail collectif (deux élèves minimum) qui peut être un mémoire, associé ou non à d'autres supports, portant sur le thème annuel. Format maximum admis A3. Date de remise vendredi 29 mars 2013	
■ 3^e catégorie Classes de tous les lycées	Réalisation d'un travail collectif exclusivement audiovisuel , portant sur le thème annuel. Durée maximale de la production audiovisuelle: 45 minutes.	
■ 4^e catégorie Classes de 3 ^e	Vendredi 22 mars 2013 Réalisation d'un devoir individuel portant sur le sujet académique, sous surveillance, sans documents personnels. Durée 2 heures.	
■ 5^e catégorie Classes de 3 ^e	Travail collectif (deux élèves minimum) qui peut être un mémoire, associé ou non à d'autres supports, portant sur le thème annuel. Format maximum admis A3.	
■ 6^e catégorie Classes de 3 ^e	Réalisation d'un travail collectif exclusivement audiovisuel , portant sur le thème annuel. Durée maximale de la production audiovisuelle: 45 minutes.	Dans les établissements français à l'étranger, l'équipe éducative effectue une sélection des travaux permettant d'identifier la meilleure production de chaque catégorie de participation (une production et une seule par catégorie sera sélectionnée).

Résultats et remise des prix

Les lauréats départementaux recevront leur prix lors d'une cérémonie organisée, dans la mesure du possible, entre le 6 et le 10 mai 2013 au chef-lieu du département.

Le meilleur devoir de chaque catégorie sera sélectionné par département pour être présenté au jury national. Les lauréats nationaux seront récompensés par d'importants prix au cours d'une cérémonie officielle à Paris.

Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire

Les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle organisent chaque année, après les résultats du Concours national de la Résistance et de la Déportation, le concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire.

Ce concours offre aux élèves la possibilité d'exprimer leur sensibilité aux aspects artistiques et architecturaux des lieux de Mémoire au travers de la technique photographique.

Pour participer, reportez-vous impérativement au règlement de ce concours (http://www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/concours_p.htm)
Les photographies doivent être envoyées à l'adresse suivante **avant le 14 juillet 2013** :

Les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle
Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire
30, boulevard des Invalides – 75 007 PARIS

Les trois meilleures photographies seront diffusées sur les sites de la Fondation de la Résistance (www.fondationresistance.org), de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (www.fmd.asso.fr) et de la Fondation Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org).

Œuvre de synthèse réalisée à partir de photographies prises à la citadelle de Pont-Saint-Esprit (Gard), transformée en prison par la Gestapo à la fin de l'année 1942. Photographie de Célia Mazade, élève de troisième au collège Notre-Dame à Pont-Saint-Esprit (Gard), qui a obtenu le premier prix en 2010-2011.



1 En couverture: 1 - Caractères typographiques en plomb ayant permis l'impression du journal clandestin *Les Petites Ailes*. Photo Claire Crétel/Musée de la Résistance de Bondoues. 2 - 1944, Michel Danchin et Christiane Parouty, résistants du mouvement Défense de la France, préparent un rapport. *Fondation de la Résistance/coll. Défense de la France*. 3 - Après un parachutage, de jeunes maquisards dissimulent les containers dans les taillis. DR. 4 - Un opérateur radio transmet des informations. DR. 5 - Résistants écoutant la BBC sur un poste TSF. *Mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises*.

Préface

« Communiquer pour résister 1940-1945 », tel est le thème retenu par le jury du Concours national de la Résistance et de la Déportation pour l'année 2012-2013.

Grâce à ce thème, les élèves pourront comprendre l'importance des moyens de communication dans les combats menés par les résistants contre l'occupant nazi et les forces de Vichy. Ils pourront également s'interroger sur la reconquête de la liberté d'expression, héritage que nous devons à la Résistance.

Nous espérons que la mise en ligne de nouvelles ressources tout comme les efforts conjoints des enseignants, des résistants et déportés, des responsables d'associations et de musées dédiés à cette période, dont je salue le dévouement et l'investissement sans faille dans l'organisation et la pérennité de ce concours, encourageront les collégiens et les lycéens à s'engager toujours plus nombreux à découvrir de façon différente cette page de notre histoire nationale grâce aux méthodes actives que leur propose ce concours.

La Fondation de la Résistance ne peut que se réjouir des initiatives visant à encourager la participation au Concours national de la Résistance et de la Déportation et nous tenons tout particulièrement à saluer la décision de Sciences Po Paris qui inclut désormais l'obtention d'un prix individuel national au CNRD dans ses critères de recrutement en première année.



Jacques Vistel
Président de la Fondation de la Résistance

Sommaire

La Lettre de la Fondation de la Résistance – n° 70 – septembre 2012

4 ■ Avant-propos

5 ■ 1^{re} partie

Informé, convaincre, recruter.

1 – Les écrits clandestins.

- Des graffitis aux tracts, les premières expressions du refus.
- La presse résistante.
- Revues et éditions clandestines.

2 – La Résistance par la parole.

- « Les voix de la liberté ».
- Parler, chanter, crier pour dénoncer l'oppression.

Fiche méthodologique : étudier la presse clandestine de son département.

Fiche pratique : des lieux de ressources pour préparer le concours.

19 ■ 2^e partie

Organiser et coordonner les actions de Résistance.

1 – Communiquer dans la clandestinité.

- Des moyens de transports à risques.
- Les moyens de communication parallèles.
- Sécuriser les déplacements clandestins.
- Communiquer pour résister en étant interné.

2 – Communiquer avec la France Libre et les Alliés.

- Les liaisons aériennes.
- Les liaisons maritimes.
- Les transmissions radio.
- Communiquer avec les services de renseignements.
- Le rôle des transmissions dans la libération du territoire.

Fiche méthodologique : trouver et utiliser des témoignages audios et vidéos de résistants.

32 ■ Réflexion civique sur l'engagement résistant

Annexes

- Glossaire
- Pour rester informés sur les événements organisés autour du thème du CNRD 2012-2013...
- Expositions réelles et virtuelles
- Sitographie et filmographie
- Présentation de la brochure numérique
- Remerciements

Les mots en gras bleu suivis d'un astérisque renvoient au glossaire page 33

Pour vous aider sur Internet

La rubrique « Actions pédagogiques » du site Internet de la Fondation de la Résistance (www.fondationresistance.org) met à la disposition des élèves et des enseignants de nombreuses informations sur le thème annuel du concours en complément de ce dossier pédagogique.

Pour la première fois cette année, vous pourrez non seulement imprimer une version de la brochure au format PDF mais aussi découvrir une version numérique de la brochure augmentée et complétée (voir présentation p.34).

Avant-propos

destiné aux enseignants

Avertissement : Le contenu de cette brochure vise à fournir connaissances de base, conseils méthodologiques et pistes de réflexion aux élèves participant au Concours et aux enseignants qui les accompagnent dans leur travail. Ces différentes informations ne peuvent en aucun cas être reprises telles quelles, partiellement ou intégralement, par les élèves dans leurs dossiers individuels ou collectifs.

Le thème choisi par le jury national « **Communiquer pour Résister (1940-1945)** », nous invite à réfléchir au rôle stratégique et politique joué par les moyens de communication dans la lutte contre l'occupant et le régime de Vichy. Il englobe l'étude de la Résistance à l'intérieur des lieux d'internement mais exclut les camps nazis, thème déjà étudié dans le cadre du thème du CNRD 2011-2012.

Cette brochure met l'accent sur les objectifs poursuivis par les résistants dans leur utilisation des différentes techniques de communication.

Nous privilégions ici **deux axes d'étude**.

Le premier vise à montrer comment la parole et les écrits deviennent un **moyen de lutter contre la propagande officielle et de gagner la confiance de la population auprès de laquelle un recrutement deviendra possible**, dans un contexte de censure réprimant tout écrit ou parole défavorable à l'Allemagne nazie et à la collaboration. Il nous paraît essentiel d'évoquer auprès des élèves le processus menant des premiers gestes de refus individuels (arrachage d'affiches allemandes, inscription de graffitis patriotiques sur les murs) au développement de mouvements de Résistance autour de la rédaction et la diffusion de journaux clandestins. On rappelle évidemment le rôle joué par les appels lancés par Charles de Gaulle et les Français Libres au micro de la BBC, en insistant sur la diversité et la modernité du contenu des émissions diffusées en métropole et dans les colonies malgré le brouillage des ondes (chansons, saynètes...). Le thème conduit à privilégier les communications des Alliés et de la France Libre avec la Résistance intérieure (parachutage de tracts, diffusion de journaux clandestins dans les colonies) mais on peut également analyser les publications visant à faire connaître la Résistance française dans le monde.

Communiquer sert ainsi dès l'automne 1940 à **organiser la circulation des informations, du matériel et des hommes entre les différentes composantes de la Résistance**. Ce second axe d'étude

peut paraître de prime abord plus difficile à aborder en classe car les sources sont plus rares et la bibliographie (disponible sur notre site internet www.fondationresistance.org) beaucoup moins étoffée. Il nous apparaît d'autant plus important de ne pas négliger cet aspect du sujet qu'il a été mis en avant par tous les anciens résistants et déportés présents lors du choix du thème. Il permet en effet de découvrir le rôle joué par des « combattants de l'ombre » (agents de liaisons, opérateurs radios...), premières victimes de la répression à l'intérieur des réseaux de Résistance. C'est pourquoi nous mettons en valeur l'approche biographique pour montrer la multiplicité des étapes nécessaires à l'envoi et la réception de renseignements stratégiques ; le respect d'un strict cloisonnement des informations ; les risques liés à la clandestinité. On décrit en outre l'évolution des techniques utilisées pour organiser des parachutages d'agents et de conteneurs par avions britanniques et américains, ainsi que les liaisons maritimes permettant également la circulation des hommes et du courrier. On peut souligner de la sorte l'importance stratégique de ces flux à l'approche du Débarquement, coordonnés depuis Londres par les services de renseignements alliés et de la France Libre (multiplication des messages codés diffusés par la BBC, envoi d'agents alliés pour encadrer la Résistance intérieure) ; mais aussi les obstacles rencontrés, notamment à cause de l'insuffisance des parachutages d'armes, vivement critiquée par les maquisards.

Cette brochure vise également à fournir quelques conseils méthodologiques et des pistes d'exploitation pédagogique des ressources locales par les élèves et les enseignants.

Les **fiches méthodologiques et pratiques** insérées au sein de cette brochure ont été réalisées afin de guider le questionnement des élèves dans l'étude de documents d'archives et de témoignages audiovisuels ou sonores qui doivent être présentés, contextualisés et complétés

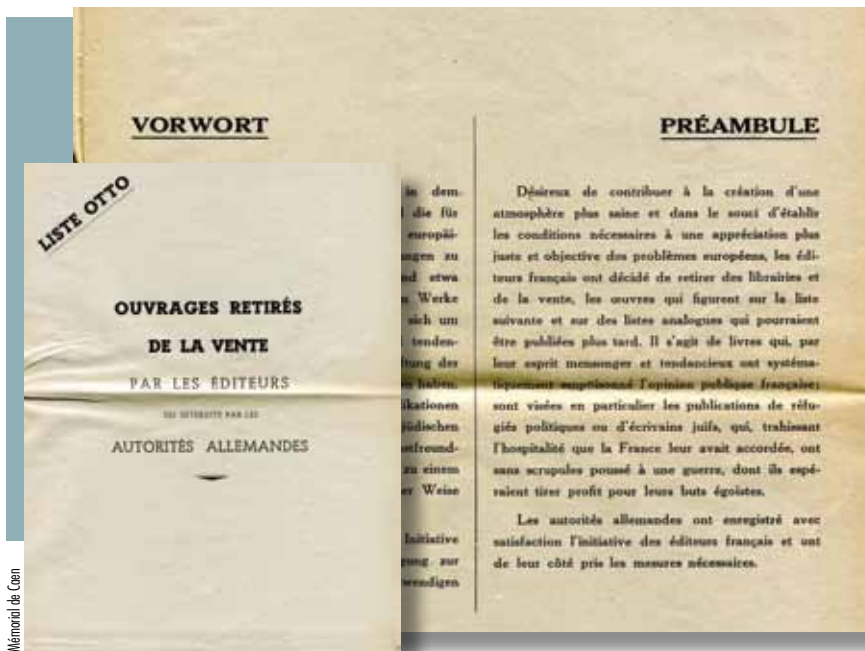
par d'autres documents à l'intérieur des travaux remis au jury du concours.

Par le choix de ce thème, le jury national entend encourager le **travail d'équipe interdisciplinaire**. Les professeurs de sciences physiques ou de technologie peuvent ainsi mettre l'accent sur les techniques utilisées à l'époque dans le domaine des transmissions radio, de l'imprimerie, des transports... Les professeurs de lettres peuvent par exemple intervenir dans l'analyse des procédés littéraires utilisés dans les discours radiophoniques ou les articles clandestins, tout comme le professeur de musique dans l'analyse des partitions emblématiques du combat résistant.

Au fil de cette brochure, nous insistons également sur les nouvelles ressources disponibles sur Internet. Cette année, la présente brochure est disponible en version augmentée et interactive sur le site de la Fondation de la Résistance (www.fondationresistance.org). Cette **brochure numérique** facilite à la fois la reproduction des textes et documents de la brochure mais donne également accès à des dossiers documentaires et thématiques complémentaires mis en ligne par les institutions et associations de mémoires, partenaires du CNRD.

Les **encadrés partenaires (verts)** et la **sitographie thématique** permettent d'accéder à la plupart des ressources pédagogiques spécialement mises en ligne pour aider à préparer le concours. Nous signalons notamment une sélection d'archives radiophoniques de l'Ina, de reconstructions conservées à l'ECPAD ainsi que le Musée de la Résistance en ligne dont plusieurs expositions pourront être exploitées pour traiter le thème (notamment sur le journal *Défense de la France* et le mouvement Libération-Nord).

En conclusion, rappelons la dimension civique du Concours national de la Résistance et de la Déportation, dont le thème de cette année peut entraîner les élèves vers une réflexion plus générale sur leur propre utilisation des moyens de communication et le rôle que ceux-ci sont amenés à jouer au service du combat pour la liberté et contre l'oppression. ▶



Mémorial de Caen

Liste Otto

Afin de contrôler et de censurer les ouvrages publiés en France contraires à l'idéologie nazie, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, Otto Abetz, fait publier trois listes d'ouvrages interdits, surnommées « listes Otto », les 28 septembre 1940, 8 juillet 1942 et 10 mai 1943. Environ 3 000 ouvrages d'auteurs juifs, communistes ou opposants au nazisme sont retirés des librairies, maisons d'édition et bibliothèques des deux zones.

1. Les écrits clandestins

Dans les zones occupées, la présence des troupes allemandes se traduit par une prise en mains de la presse et de l'édition au service de la propagande nazie. Les agences de presse sont réquisitionnées, les journaux contrôlés et, dès septembre 1940, la première liste Otto (voir encadré ci-dessus) énumère 1060 titres de livres français à proscrire. Plusieurs organismes, dont la *Propaganda Abteilung*, délégation du ministère de la Propagande du Reich, supervisent cette domination idéologique en orchestrant des campagnes d'affiches ou en contrôlant la répartition des stocks de papier de plus en plus rares.

En zone Sud, les publications sont soumises aux services de censure de l'État français et doivent être visées par le préfet ou l'intendant de police. L'importance des **encarts blancs*** dans les journaux rend compte de la volonté de ne diffuser que les informations favorables au régime de Vichy.

De 1940 à 1944, les deux tiers des titres de journaux en butte à une censure omniprésente, aux difficultés matérielles et économiques ainsi qu'au détachement croissant des lecteurs, cessent de paraître. Les titres qui subsistent (*Le Matin*, *Le Petit Parisien*) sont les vecteurs de la pro-

pagande officielle, certains n'hésitant pas à relayer une idéologie violemment antisémite et **collaborationniste*** (*Au Piloni, Je suis partout*). Seuls quelques titres maintiennent une distance avec les consignes des autorités (*La Montagne* de Clermont-Ferrand par exemple).

Face aux campagnes de propagande orchestrées par l'occupant et Vichy, des premiers signes de refus se manifestent, d'abord sur les murs des villes, puis, de manière plus structurée, via la presse et l'édition clandestines. ▶



Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne. Fonds Armand Jiro



Musée du général Lefebvre - Musée Jean Moulin (Ville de Paris)

La propagande s'étale sur les murs des rues

- À gauche, publicité pour le *Pariser Zeitung*, août 1941 - cliché clandestin.
- À droite, photographie publiée dans le numéro de l'hebdomadaire illustré *La Semaine* daté du 26 juin 1941. Devant le siège de la Ligue Française, mouvement politique collaborationniste, en dessous du portrait du maréchal Pétain, les Parisiens peuvent lire des extraits d'articles tirés de la presse officielle.

Des graffitis aux tracts, les premières expressions du refus

Une bataille des signes s'engage dès les premiers mois de l'Occupation : face à une information officielle sévèrement contrôlée, les voix discordantes s'expriment sur de multiples supports qui vont peu à peu se perfectionner. Ces moyens d'expression seront utilisés jusqu'à la Libération.

Les graffitis

Dès l'automne 1940, les murs des villes portent les premières traces du refus de l'Occupation : les affiches de propagande allemande sont régulièrement arrachées ou recouvertes d'inscriptions, de slogans et de symboles manuscrits. Les **avis d'exécution*** sont ainsi recouverts des termes « martyrs » ou « morts pour la France ». À partir de 1941, l'apparition des « V » et des croix de Lorraine (emblème de la France Libre) témoigne de l'influence des émissions francophones de la BBC.

Les papillons

Les archives policières évoquent l'omniprésence de petits **papillons*** rectangulaires, manuscrits ou imprimés, sur papier gommé ou non, voire sur du tissu, qui apparaissent dans les villes sur les murs, les boîtes aux lettres et le mobilier urbain. Leur conception, fabrication et apposition nécessitent une organisation clandestine et collective. Des slo-



Archives nationales (cote F/60/1691)

Archives nationales (cote ZG¹⁰ 10 123)

Ce tract, saisi par Vichy au début de la guerre, évoque la situation de l'Empire britannique afin de rendre espoir à ceux de l'intérieur qui veulent continuer le combat.

Caricature se référant à l'échec du projet de débarquement allemand en Angleterre, en 1940. Le soldat de la Wehrmacht est assimilé à un cochon.

gans courts, irrévérencieux et facilement mémorables fleurissent dans le paysage visuel : très vite arrachés mais sans cesse remplacés, ils témoignent de l'opposition à l'occupant et au régime de Vichy : « Vive la République quand même », « Pétain au dodo, Laval au poteau », « Travail forcé - Loin de la Famille - Contre la Patrie ».

Les premiers tracts

Les **tracts*** apparaissent très précocement, en métropole. Dès le 17 juin 1940, jour même où Pétain appelle à cesser le combat, l'entrepreneur Edmond Michélet imprime le premier tract d'appel à la résistance qui sera distribué dans des boîtes aux lettres, à Brive-la-Gaillarde (Corrèze). Il commence par ces mots tirés d'un ouvrage de Charles Péguy : « Celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend ». Les premiers tracts

sont **ronéotypés*** ou **dactylographiés*** : on y reproduit souvent des informations parvenues de Londres.

Tout au long de la période, parallèlement au développement de la presse clandestine, les tracts demeurent des vecteurs essentiels de la contre-propagande menée par les résistants pour s'opposer aux sources d'information officielles. À l'intérieur, les militants communistes sont particulièrement actifs dans ce domaine. Les tracts parachutés (voir texte p. 7) permettent également aux Anglais et à la France Libre de lutter contre les attaques lancées par le régime de Vichy et l'occupant contre les Alliés, notamment après le décès de civils au cours de bombardements. L'aggravation des peines encourues pour distribution de tracts clandestins, punie par des peines de travaux forcés ou de mort, ne freine pas le phénomène qui ne cesse de s'amplifier, jusqu'à la Libération. ▶



Musée du général Lercier - Musée Jean Moulin (Ville de Paris)

Graffiti publié dans le premier numéro de l'année 1944 du magazine illustré **Signal**, instrument de propagande de guerre allemande dans toute l'Europe occupée.

On peut lire le commentaire ironique suivant au bas de la page : « D'ailleurs... 18 = 43, tel était le mot d'ordre par lequel les Anglo-Américains annonçaient pour l'année 1943 l'effondrement de l'Allemagne. L'année 1943 est écoulée, et le magique attrait du slogan est tombé : 43 n'a pas été 18. Désormais, l'Europe attend la nouvelle prophétie pour 1944 ».

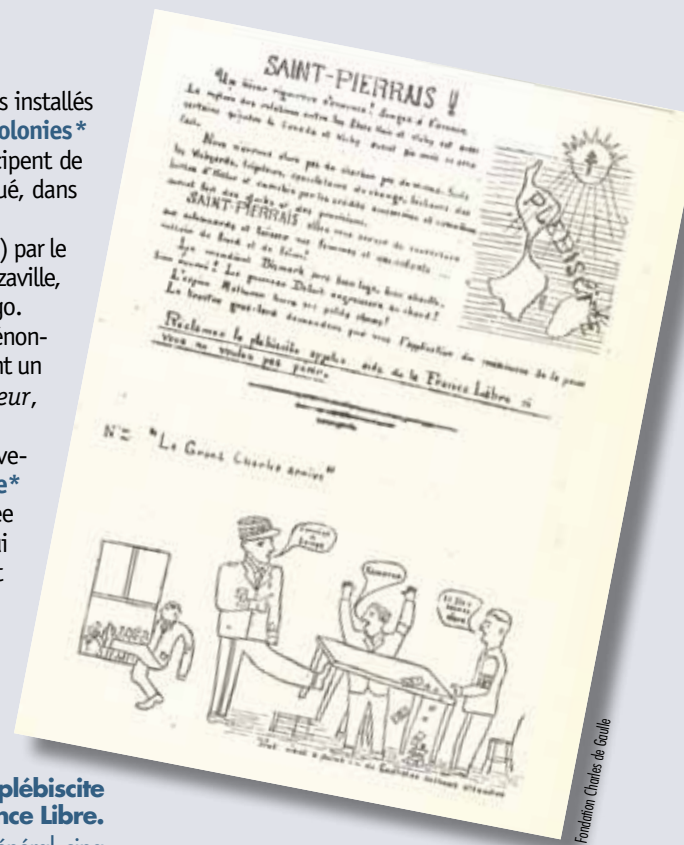
Les tracts diffusés dans l'Empire

À l'été 1940, l'annonce de l'armistice suscite des réactions de refus parmi les Français installés dans les colonies et à l'étranger; celles-ci aboutissent au ralliement d'unités et de **colonies*** à la France Libre, et à la constitution de comités de l'étranger. Les autorités participent de ce mouvement dans certains territoires, comme au Tchad le gouverneur Félix Eboué, dans d'autres, elles le combattent.

En août 1940, des tracts imprimés sont réalisés à Léopoldville (actuellement Kinshasa) par le colonel de Laminat, représentant du général de Gaulle, puis transportés de nuit à Brazzaville, malgré la surveillance des rives du Stanley Pool, pour favoriser le ralliement du Congo. Saint-Pierre-et-Miquelon voit, en 1941, la diffusion de tracts manuscrits et illustrés, dénonçant le régime de l'administration vichyste et la politique de collaboration et réclamant un **plébiscite***. De septembre à décembre 1941, paraît un bulletin clandestin, *L'Éclair*, sous la forme d'une feuille volante tapée à la machine.

Aux Antilles, parallèlement aux évasions, diverses manifestations de refus se développent. Dès septembre 1940, une « Prière du Libérateur de la France », **acrostiche*** dont les premières lettres de chaque vers composent « Charles de Gaulle », est diffusée clandestinement. À partir de 1942 se constituent des mouvements de Résistance qui diffusent **tracts*** et journaux clandestins. En juin 1943, à Fort-de-France, un tract reprend un appel, lancé à la radio, à commémorer l'armistice de juin 1940, place de la Savane, point de départ du soulèvement libérateur.

Ces tracts clandestins concernent les territoires demeurés sous le contrôle de Vichy. Signalons également les nombreux tracts réalisés et diffusés au grand jour dans les territoires ralliés à la France Libre.



Fondation Charles de Gaulle

Tract aux Saint-Pierrais en faveur d'un plébiscite sur le ralliement de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon à la France Libre.

Manuscrit, il est illustré par un dessin naïf représentant « le Grand Charles » en général cinq étoiles. On notera la présence de l'argent, dont le détournement par les « vichyards », représentés ici avec la croix gammée nazie, est fréquemment dénoncé dans les tracts. Il a été publié en décembre 1941 par le Service de l'information de la France Libre d'Ottawa dans le premier des deux volumes de *Tracts clandestins*, qui circulaient à Saint-Pierre-et-Miquelon avant l'arrivée des forces navales françaises libres du général de Gaulle le jour de Noël 1941.

@ Documents

Documents et textes sur les tracts et la presse de la France Libre sur le site de la Fondation de la France Libre : www.france-libre.net

Tracts aéroportés alliés

Dès juillet 1940, les Britanniques larguent par avion des tracts sur la France occupée. Une branche du *Special Operations Executive** (SOE) est mise en place à cet effet avec pour objectif de porter un coup décisif au moral ennemi et soutenir le moral des populations occupées. Les Américains fonctionnent de la même manière au sein de l'*Office of War Information** (OWI). Fin 1942, les services britanniques et américains fusionnent dans le *Psychological War Branch*. Cette guerre psychologique doit informer et rassurer les populations occupées en leur donnant aussi des renseignements sur la France Libre et le rôle de chacun des Alliés dans l'effort de guerre mené contre l'Allemagne, tout en discréditant aussi le régime de Vichy et les collaborateurs. Ce sont ainsi des millions de **tracts*** qui sont jetés par avion au-dessus de la France pendant quatre ans. Au-delà des seuls tracts, des journaux sont aussi largués comme *Le Courrier de l'air* britannique ou *L'Amérique en guerre*. L'impact de ces tracts sur la population est pris au sérieux par les nazis qui confectionnent des contrefaçons de ces journaux alliés en y mettant sous le même graphisme leur propre propagande. Les Alliés envoient du coup un tract mettant en garde la population sur ces faux. D'autres tracts sont rédigés par les Alliés à destination des Allemands mais de telle sorte que ces derniers imaginent qu'ils émanent d'opposants allemands au nazisme. Ils sont abandonnés par les résistants dans les lieux fréquentés par les soldats allemands. Cette « **propagande noire*** » doit semer le trouble chez les Allemands car elle appelle habilement à la rébellion des soldats contre leur hiérarchie en instaurant un climat de méfiance au sein de l'armée d'occupation. ▶



Mémorial de Caen

Le Courrier de l'air, n° 15, 1941.

Ce journal, largué par avion par les Britanniques au-dessus de la France, fait partie des millions de tracts destinés à la population diffusés entre juillet 1940 et septembre 1944. Les méthodes de largage s'améliorant à partir de 1943, ce sont parfois 80000 tracts qui sont lâchés d'un coup sur une zone définie.

La presse résistante

Les résistants recherchent progressivement des formes d'expression plus élaborées. Dès juillet 1940, Jean Texcier, militant socialiste, rédige, puis imprime le mois suivant, *Conseils à l'occupé*, première brochure clandestine dans laquelle il décline en 33 conseils empreints d'ironie les moyens de refuser toute compromission avec l'occupant.

Les débuts de la presse clandestine

Les premières feuilles clandestines apparaissent dans les zones occupées. Elles expriment avant tout une réaction patriotique de rejet de l'occupant. Dans les zones placées directement sous dépendance du *Militärbefehlshaber* de Bruxelles (voir carte p. 19), les souvenirs de l'occupation de la guerre 1914-1918 et l'anglophilie expliquent l'apparition précoce dans la région lilloise de titres comme *L'Homme libre* dès octobre 1940 ou *Les Petites Ailes* et, en Alsace annexée, *L'Alsace*.

En zone Nord, des étudiants, des militants politiques ou syndicaux constituent de petits groupes qui cherchent à améliorer le support, le contenu et la diffusion des sources d'information clandestines (voir encadré ci-dessous). Cela explique le foisonnement des premières feuilles clandestines dès l'automne 1940, comme *Pantagruel*, *Valmy*, *Résistance*, à Paris, ou *En Captivité*, à Nantes. La plupart d'entre elles auront une durée de parution

limitée. L'insuffisance de moyens, mais aussi la répression allemande expliquent qu'elles ne vivent pas au-delà de l'été 1942. À l'inverse, des **mouvements de Résistance*** naissent et se structurent autour de la diffusion d'un titre: *Libération* (zone Nord), publié à partir de décembre 1940, *Défense de la France* à partir d'août 1941 (voir encadré p. 10).

L'absence des forces d'occupation en zone Sud explique en grande partie des débuts moins foisonnants de la presse clandestine. Le journal clandestin *Liberté* paraît dès novembre 1940, mais il faut attendre le second semestre de l'année 1941 pour que les trois principaux mouvements de Résistance de la zone Sud éditent à Lyon leurs propres journaux clandestins. Le premier numéro de *Libération* (zone Sud) est publié en juillet, suivi en décembre par *Combat* et *Franc-Tireur*. Après des débuts modestes (les trois titres n'éditionent au total que 30 000 exemplaires de 4 pages à la fin de l'année 1941), le soutien financier de la France Libre permet l'élargissement de la diffusion de ces journaux au cours des deux années suivantes: en juillet 1943, la diffusion de *Libération* (zone Sud) passe de 10 000 à plus de 60 000 exemplaires selon les estimations les plus basses.

Plaquette typographique de la têtère* de *La Voix du Nord*.

Né du réseau du même nom, le journal *La Voix du Nord* paraît à Lille dès avril 1941. Sans être le premier, il sera l'un des journaux clandestins les plus distribués et les plus durables du Nord – Pas-de-Calais.

Si les titres des trois mouvements sont les plus diffusés, de nouveaux journaux clandestins apparaissent: *Libérer et fédérer* à Toulouse, *L'Espoir 93* à Saint-Étienne. Certains d'entre eux ont une orientation politique revendiquée comme *Le Populaire*, journal clandestin du parti socialiste.

Une diffusion qui s'élargit

Dès 1943, les plus grands journaux sont imprimés dans les deux zones et possèdent des éditions régionales comme *L'Humanité* clandestine, journal du Parti communiste français. Outre le foisonnement de la presse syndicaliste clandestine dont le titre phare est *La Vie ouvrière* (CGT), certaines publications ciblent un milieu professionnel particulier: *Les Lettres françaises* dans les milieux littéraires, *L'Université libre* pour les enseignants et étudiants, ou *Le Palais libre* à destination des avocats et magistrats. Au total, plus de 1 200 titres dont un grand nombre est communiste sont recensés entre 1939 et 1945, en français mais aussi dans des langues régionales (alsacien) ou étrangères (italien, espagnol, yiddish, allemand...).

À la veille de la Libération, l'ensemble des publications clandestines atteignent près de deux millions d'exemplaires, soit autant que la presse autorisée. Le succès de la presse clandestine explique les arrestations d'imprimeurs et les saisies de journaux qui se multiplient à partir de 1943 sans freiner son développement. Les **Mouvements Unis de Résistance*** (MUR) parviennent même en décembre 1943 à remplacer, dans certains points de vente, 20 000 exemplaires du journal *Le Nouvelliste* de Lyon par une édition pastiche diffusant les informations de la Résistance. ▀

Le réseau du musée de l'Homme et le journal *Résistance*

Dès les premières semaines de l'Occupation, un groupe composé d'intellectuels se constitue au musée de l'Homme à Paris et décide de cumuler des actions de renseignement, d'évasion et de propagande tout en nouant des contacts avec d'autres organisations résistantes embryonnaires. À l'hiver 1940-1941, l'organisation dirigée par le linguiste Boris Vildé devient l'une des plus importantes de la zone occupée et s'appuie sur une multitude de groupes très variés, géographiquement et sociologiquement. Après avoir rédigé des tracts, ses animateurs publient de décembre 1940 à mars 1941 cinq numéros du journal clandestin *Résistance* (premier numéro ci-contre). Les éditoriaux témoignent de l'originalité de ces feuilles clandestines qui cherchent à la fois à informer mais aussi à organiser la Résistance. Ils laissent même croire en l'existence d'un Comité national de salut public déjà structuré. Cette tentative précoce de structuration de la Résistance est sévèrement réprimée: le démantèlement progressif du réseau oblige ceux qui y échappent à intégrer de nouvelles organisations clandestines.



Musée de la Résistance de Bordeaux

Archives nationales (cote F7 15 004)

Fabriquer et diffuser les journaux clandestins

Les premiers rédacteurs non professionnels ont recours à des moyens de fabrication parfois très rudimentaires : le premier numéro du journal *Valmy*, publié en janvier 1941, est reproduit à 50 exemplaires sur une imprimerie d'enfant. Le plus souvent, les premiers numéros sont recopiés à la machine à écrire à l'aide de papier carbone ou **ronéotypés*** à partir de **stencils***. Ces méthodes de reproduction sont lentes : ne possédant que deux ronéos jusqu'à la fin de l'année 1942, Libération (zone Nord) ne diffuse ainsi que 4 000 exemplaires de son journal. La complicité de certains directeurs de papeterie, d'ouvriers du livre, d'imprimeurs devient très vite essentielle afin d'améliorer la qualité des **tirages*** et d'en étendre la diffusion. Les imprimeurs qui travaillent de jour pour la presse officielle, composent et reproduisent de nuit, dans leurs ateliers, différents titres clandestins. La répression à leur encontre est particulièrement sévère, mais leur contribution permet aux résistants de dépasser le stade artisanal, afin d'envisager une organisation de la diffusion à grande échelle. De rares mouvements de Résistance (Défense de la France, Combat) possèdent leurs propres imprimeries : les techniques de **clichage*** ou de **photogravure*** permettent de reproduire le journal dans des ateliers



Fondation de la Résistance / Coll. Défense de la France

Composition du journal *Défense de la France*

Au printemps 1944, Jacqueline Borgel (de dos), Lucie Montet et Charlotte Nadel, étudiantes, travaillent, à partir de caractères typographiques mobiles, à la composition du journal *Défense de la France* sous les murs de la prison de la Santé à Paris.

distincts, à partir d'une unique **planche de composition***. Après 1942, le matériel livré par containers et les fonds envoyés par l'intermédiaire des agents de la France Libre, Yvon Morandat et ensuite Jean Moulin en zone Sud, puis en zone Nord, permettent d'améliorer les conditions techniques de fabrication et de diffusion des feuilles clandestines.

Les modes de diffusion évoluent et, dans le même temps, les techniques de fabrication se perfectionnent. Les titres clandestins

sont expédiés par voie postale, de nuit en **voiture à bras*** ou dans des valises sur le porte-bagage d'une bicyclette. Les distributions ont parfois lieu sur la voie publique (abandon sur une banquette de bus, collage sur les murs). Le 14 juillet 1943, *Défense de la France* est distribué dans le métro parisien. Le train reste le moyen privilégié d'acheminement des journaux : de grosses malles sont expédiées sous un nom d'emprunt avec la complicité des cheminots (voir encadré p. 21). ▶

@ Documents

Pour en savoir plus sur les techniques d'impression des journaux clandestins, consultez le site du CRDP de Créteil consacré au thème du CNRD :

www.cndp.fr/crdp-creteil/resistance

La presse de la France Libre

Née, dans l'Empire et à l'étranger, du refus de l'armistice de juin 1940, la presse de la France Libre est marquée par une triple volonté : susciter l'adhésion des colonies d'expatriés et des opinions publiques internationales au combat de la France Libre et de son chef, le général de Gaulle, face à des gouvernements parfois hostiles, comme aux États-Unis ou au Brésil jusqu'à la fin de 1941 ; favoriser les engagements dans les **Forces françaises libres*** et le financement du mouvement ; manifester la présence de la France dans la guerre, en montrant que l'intelligence française n'a pas été anesthésiée par la défaite. Elle témoigne aussi de l'adhésion de la France « captive », à travers des chroniques de France, les récits d'évadés et, à partir de l'été 1941, la reproduction de la presse clandestine. Dès le 15 août 1940, la France Libre se dote des attributs d'un État avec le *Bulletin officiel des Forces Françaises Libres*, remplacé par le *Journal officiel de la France Libre* le 20 janvier 1941. Financée par les services d'information britanniques, des fonds privés (comme pour la revue



Fondation de la France Libre

Panorama de la presse de la France Libre

Photo parue dans la *Revue de la France Libre* en juin 1967 recensant une partie des titres de la presse de la France Libre édités durant la guerre en Grande-Bretagne, aux Indes et sur le continent américain.

littéraire de Roger Caillois, *Lettres françaises*, en Argentine) et le Comité national français, elle s'avère d'une grande variété, mêlant bulletins de liaison, journaux d'opinion et revues, publiant intellectuels français et étrangers. Par ailleurs, les nombreuses publications en français côtoient toute une presse anglophone (le bimensuel *Free France*, le trimestriel *Tricolore*) ou hispanophone (au Mexique, l'hebdomadaire *France Libre* est bilingue), avec des tirages fort divers : 2 à 8 000 exemplaires pour la revue *France-Orient*, 15 000 pour l'hebdomadaire *France nouvelle* en Argentine, 40 000 pour la revue *La France Libre* en Angleterre.

Si de nombreux rédacteurs sont issus des rangs des comités ou des Forces françaises libres, comme Raymond Aron (*La France Libre*), Robert Victor (*France-Orient*), François Quilici (*La Marseillaise*) ou Elisabeth de Miribel (*France-Canada*), d'autres n'ont pas d'attaches avec le mouvement du général de Gaulle. D'ailleurs, « français libre » ne signifie pas toujours « gaulliste », plusieurs titres manifestant parfois une franche hostilité au général de Gaulle, qui accorde une attention constante au contenu des publications et des radiodiffusions de la France Libre. ▶

Le rôle de la presse clandestine

La diffusion de la presse clandestine, malgré une répression féroce, demeure un des objectifs prioritaires des principaux mouvements de Résistance.

- Elle constitue une presse d'information parallèle : les premiers titres clandestins dénoncent notamment le pillage économique du pays, puis mettent en valeur les actions menées par la Résistance française et les Alliés. Au début de l'Occupation, les sources d'informations sont rares, provenant en grande partie de l'écoute de la BBC, puis elles se diversifient et s'unifient grâce aux contacts réguliers entretenus avec les agents de la France Libre. En avril 1942, le **Bureau d'Information et de Presse* (BIP)** est créé par Jean Moulin. Composé de journalistes, il a pour mission de transmettre les flux d'informations entre les mouvements clandestins de métropole et la France Libre. Le **Bulletin intérieur des Mouvements unis de Résistance* (BIMUR)** fournit également une synthèse hebdomadaire aux feuilles clandestines.
- Elle entend réveiller le sentiment patriotique et républicain des Français : les titres et les éditoriaux témoignent d'abord du

rejet de l'occupant, puis d'une condamnation de Vichy et de la collaboration d'État. À partir de 1942, le contenu des journaux rend compte d'un attachement à l'esprit républicain et les projets pour l'après-guerre foisonnent.

- Elle incite au passage à l'action : le contenu des feuilles clandestines évolue vers des appels à la désobéissance civile après l'instauration du **Service du Travail Obligatoire*** en février 1943, puis à l'insurrection, à la veille du Débarquement.

- Elle permet d'acquérir une crédibilité : la feuille clandestine est un « signe visible de l'existence de la Résistance » (Claude Bourdet) et lui permet de s'afficher comme une force politique face à la collaboration mise en place entre l'occupant et Vichy, quitte à utiliser le *bluff*. Ainsi, le premier numéro de *Libération* en zone Sud est sous-titré en juillet 1941 « organe du directoire des forces de libération française ».

- Elle favorise la structuration d'un mouvement : la distribution de journaux constitue un moyen de recrutement et une façon de « mettre les gens dans le coup ». Des chaînes de diffusion se créent grâce à la

Encart présent dans le premier numéro de *Libération* (zone Sud) en juillet 1941.



complicité de lecteurs, comme le leur suggèrent certains encarts (voir illustration). La logistique nécessaire à la fabrication et la diffusion des journaux clandestins permet de nouer des liens avec des milieux socioprofessionnels très variés et d'élargir ainsi son réseau de contacts.

- Elle encourage à assumer une ligne éditoriale : les rédacteurs prennent position à l'égard du maréchal Pétain, du général de Gaulle. La presse clandestine témoigne ainsi de l'unification progressive des organisations résistantes aux côtés de la France Libre. Selon l'historien Laurent Douzou, la presse clandestine « fut l'énonciation publique d'une parole qui donna peu à peu, avec des doutes et des moments de régression, sens et contenu à une véritable et forte identité résistante ».



Exemple d'un journal clandestin : *Défense de la France*

Marcel Lebon qui fournit la première machine à imprimer.

Après la diffusion d'un **tract*** au printemps 1941, le premier numéro de *Défense de la France* sort en août 1941 (ultérieurement daté de juillet 1941). Il est imprimé dans une cave de la Sorbonne à Paris. 47 numéros paraissent dans la clandestinité.

Le groupe d'étudiants s'étoffe afin de pouvoir assurer la fabrication et la diffusion du journal qui restent, jusqu'en 1942, les principaux objectifs du mouvement Défense de la France. En février 1943, les lycéens des Volontaires de la Liberté, dirigés par Jacques Lusseyran, fusionnent avec Défense de la France.

Avec l'aide d'imprimeurs (dont Jacques Grou-Radenez) et d'industriels (en particulier Alain Radiguer), *Défense de la France* parvient à se doter de machines professionnelles à partir du début de l'année 1943. La rapidité d'impression et les **tirages*** augmentent. Le n° 43, daté du 15 janvier 1944, est tiré à 450 000 exemplaires, record de la presse de la Résistance. Sous la direction de Charlotte Nadel, les équipes acquièrent un savoir-faire technique qui améliore sans cesse la qualité d'impression du journal.

Le n° 45 (notre illustration) est le dernier numéro produit par les presses à imprimer de *Défense de la France*. Une série d'opérations policières démantèle en quelques semaines les ateliers d'impression du mouvement, en particulier le dernier, installé à Paris en mars 1944. Les derniers numéros clandestins de *Défense de la France* sont fabriqués avec la complicité d'imprimeurs bienveillants.

Fondamentalement anti-allemande et anti-nazie à l'origine, non-gaulliste et anti-communiste dans un premier temps, la direction du mouvement rompt progressivement avec le **pétainisme*** et se rallie au général de Gaulle en juin 1943. Les articles du journal témoignent de cette évolution. C'est pourquoi le n° 45 d'avril 1944 de *Défense de la France* appelle à prendre les armes et proclame l'unité de la Résistance (article « Une seule colère », signé Indomitius, pseudonyme de Philippe Viannay).

Le 22 août 1944, le dernier numéro de *Défense de la France* fabriqué clandestinement est vendu pour la première fois dans les rues de Paris alors que les combats pour sa libération ne sont pas encore achevés.

Étudier la presse clandestine de son département

1. Recenser quelques titres clandestins diffusés dans votre département

De nombreux exemplaires de la presse clandestine diffusée dans votre département sont conservés aux archives départementales et dans les musées de la Résistance. Vous pouvez également utiliser les ressources pédagogiques disponibles dans certains centres départementaux et régionaux de documentation pédagogique (réseau Scérén CNDP-CRDP). Enfin, la Bibliothèque nationale de France a entrepris la numérisation des titres de la presse clandestine : plusieurs centaines d'exemplaires sont consultables en ligne (sur gallica.bnf.fr).

2. Quelques pistes d'exploitation pédagogique

On peut choisir d'étudier l'évolution d'un journal clandestin ou de comparer le traitement de l'information par deux titres de la presse clandestine lors d'événements majeurs (par exemple, les rafles de l'été 1942).

Étude d'un journal clandestin

- Quel rôle a joué à l'échelle locale le mouvement, le syndicat ou le parti politique à l'origine de la publication clandestine étudiée ?
- Remarque-t-on une évolution dans les techniques de fabrication utilisées ? Et dans le nombre d'exemplaires imprimés ?
- Quels sont les principaux thèmes abordés ? On étudiera notamment les principaux champs lexicaux.
- Quel est le ton des articles du journal ? Évolue-t-il durant l'Occupation ?

Comparaison entre plusieurs titres clandestins

- On peut choisir deux titres publiés par des organisations résistantes de tendances politiques différentes (communiste, socialiste, gaulliste).
- Relever et confronter les arguments utilisés par chaque journal pour critiquer l'occupant et le régime de Vichy.
- Observer les différences de forme (format, technique d'impression) et de contenu entre les numéros des journaux étudiés.
- Relever les signes de l'unification de la Résistance derrière le général de Gaulle.

Comparaison entre presse clandestine et presse officielle

- Quelles sont les attaques émises contre les résistants par la presse officielle ?
- Comparer le traitement d'une même information par la presse clandestine et la presse officielle (par exemple, l'instauration du **STO*** en février 1943).

3. Ressources utiles

Pour un exposé synthétique sur **l'histoire des principaux journaux clandestins**, consultez le *Dictionnaire historique de la Résistance*, dirigé par François Marcot et paru chez Robert Laffont, en 2006.

Une **bibliographie** regroupant les principales études historiques sur la presse résistante clandestine est disponible dans la rubrique CNRD 2013 du site de la Fondation de la Résistance.

Afin de faciliter votre recherche sur le site Gallica, des **titres répertoriés** dans la rubrique consacrée au CNRD 2013 sur le site de la Fondation de la Résistance (www.fondationresistance.org) vous permettent d'accéder directement à une dizaine de journaux de la presse clandestine.

Exemple de comparaison entre la presse clandestine et la presse officielle : *Libération* (zone Sud), 1^{er} mars 1943 et *Le Petit Parisien*, 16 février 1943.



Combat, décembre 1942.

Les rédacteurs du journal *Combat*, publié depuis décembre 1941 autour du mouvement éponyme, prennent peu à peu leurs distances à l'égard du maréchal Pétain et apportent leur soutien au général de Gaulle à partir d'août 1942, comme l'illustre cette Une.

Les Allobroges, 1^{er} juillet 1944.

L'éditorial du 1^{er} juillet 1944 dans *Les Allobroges*, publication de l'organisation de résistance communiste Front National dans l'Isère et les Hautes-Alpes, démontre une volonté de poursuivre le combat clandestin en reconnaissant l'autorité du **Gouvernement provisoire de la République Française*** (GPRF) dirigé par le général de Gaulle.



Revue et éditions clandestines

Les éditions clandestines

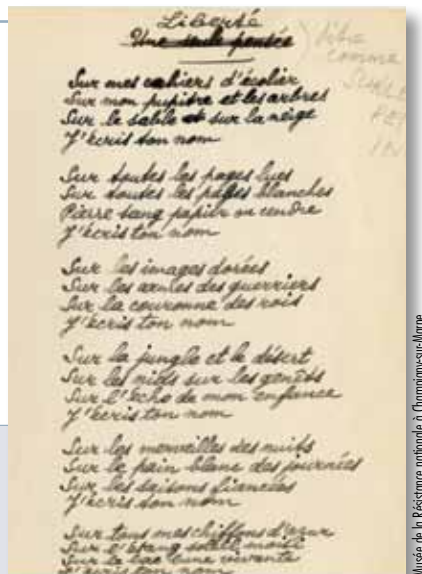
Les autorités allemandes exercent un contrôle étroit des ouvrages publiés en France occupée : les listes Otto (voir encadré p. 5) mises à jour de l'automne 1940 au printemps 1943 indiquent les ouvrages interdits à la vente. À partir d'avril 1942, tout journal, revue ou livre doit obtenir un numéro d'autorisation indispensable à l'octroi du papier nécessaire à son impression. Bravant cette législation, les résistants communistes mettent en place, au printemps 1941, des structures d'édition clandestines pour publier des textes politiques mais aussi littéraires (notamment, la revue *La Pensée libre*). Cet exemple encourage l'écrivain Pierre de Lescure

et le dessinateur Jean Bruller à fonder les Éditions de Minuit qui impriment 26 titres de février 1941 à la Libération, dont le plus connu demeure le premier ouvrage diffusé : *Le Silence de la mer*, publié sous le pseudonyme Vercors (alias Jean Bruller). Parmi ses propres publications, la France Libre assure une visibilité internationale à ces œuvres clandestines, qu'elle fait traduire en plusieurs langues. Ne pouvant en empêcher la lecture au sein des milieux littéraires de zone Nord, les Allemands songent en 1944 à éditer un faux sous la couverture des Éditions de Minuit, mais qui n'est finalement pas diffusé. ▶

Le manuscrit « Liberté » d'Éluard

En juin 1942, la revue *Fontaine* animée à Alger par Max-Pol Fouchet diffuse un poème de Paul Éluard intitulé « Une seule pensée » : un texte d'amour dédié à Nusch, sa compagne.

Paul Éluard participe alors à Paris, notamment, aux activités littéraires d'un groupe de poètes et résistants fondé par Noël Arnaud. Le groupe, dénommé « La main à plume », publie légalement de la poésie de contrebande en se jouant de la censure. Il sollicite Éluard pour une édition de ses poèmes à paraître en octobre 1943. Le poète titre le recueil *Poésie et vérité 42* et choisit 17 de ses textes récents dont « Une seule pensée ». Mais, en un an, le cours de la guerre a changé, la Libération se profile à l'horizon. Aussi Éluard, sur le marbre de l'imprimeur Cario, biffe-t-il le titre original pour lui substituer celui devenu définitif, « Liberté » : un mot cristallisant alors, pour l'auteur, l'aspiration personnelle à un amour encore plus haut que celui porté à sa compagne, et l'espoir de millions de Français.



Les Lettres françaises

En mai 1941, à l'initiative du Parti communiste français naît le mouvement de résistance **Front national pour la liberté et l'indépendance***, qui a l'originalité de regrouper les « patriotes » par branche professionnelle. Ainsi, à l'été 1941, l'écrivain Louis Aragon lance le projet d'un Comité national des écrivains autour d'un journal, *Les Lettres françaises*. Jacques Decour anime le collectif fondateur comprenant Jean Paulhan, Jean Guéhenno et Jacques Debû-Bridel. L'arrestation de Jacques Decour (remplacé par Claude Morgan assisté d'Édith Thomas) diffère la parution du premier numéro en septembre 1942. 18 autres numéros clandestins suivent jusqu'à la libération de Paris, payés par souscription, tirés et diffusés de 3000 à 20000 exemplaires. À partir de mars 1944, le journal recueille dans ses colonnes les publications clandestines des musiciens, gens de théâtre et cinéastes. Sous couvert des musées nationaux, au Louvre, le secrétariat est assuré par Louis Parrot. Le Comité et le journal tissent un réseau qui rassemble dans toute la France, toutes tendances confondues, la « fine fleur » de la littérature française, consacrée ou montante : Éluard, Sartre, Camus, Queneau, Seghers, Triolet, Mauriac, Valéry, Tardieu, Leiris, etc. *Les Lettres françaises* clandestines, en lien permanent avec les Éditions de Minuit, ont rendu possible sous l'Occupation une création littéraire libre. Elles ont aussi, dans l'action, affirmé une éthique de la profession et le rôle des intellectuels pour préserver une démocratie vivante.

Louis Aragon et la Résistance intellectuelle en zone Sud

Louis Aragon (1897-1982), poète surréaliste qui adhère au parti communiste en 1927, devient sous l'Occupation un des principaux artisans de la Résistance littéraire en zone Sud. Mobilisé en 1939, il met au point une poésie « de contrebande », sorte de langage codé qui lui permet d'exprimer par la suite dans ses œuvres son opposition à l'État français⁽¹⁾. Il collabore à des revues légales mais hostiles au régime de Vichy, notamment *Poésie* de Pierre Seghers installé à Villeneuve-sur-Lot. Parallèlement, à partir de février 1942, il fait publier clandestinement plusieurs éditions du livre *Le crime contre l'esprit*, recueil de témoignages sur la répression allemande. Vivant depuis 1943

dans la clandestinité, il regroupe les intellectuels dissidents de la zone Sud au sein d'un Comité national des écrivains et fait éditer plusieurs œuvres clandestines sous pseudonymes aux Éditions de Minuit. Co-fondateur et collaborateur du journal littéraire *Les Lettres françaises*, il participe également à la création du bulletin clandestin *Les Étoiles* et à la maison d'édition clandestine *La Bibliothèque française*. À la Libération, le « poète national » dirige le Comité national des écrivains ainsi que *Les Lettres françaises*.

(1) Il reprend ainsi la tradition littéraire issue des XIV^e et XV^e siècles.



Photographie extraite de la brochure *Voici la BBC!* éditée à Londres en 1944.

Arrivé à Londres en septembre 1942, André Gillois (au centre) intègre l'équipe de la mythique émission *Les Français parlent aux Français* diffusée quotidiennement sur les ondes de la BBC afin de soutenir et de mobiliser les populations de France. En mai 1943, André Gillois prend les commandes de la radio *Honneur et Patrie*, poste de la Résistance française qui diffuse depuis Londres communiqués, chroniques et conseils de sécurité. En juin 1944, après le départ de Londres de Maurice Schumann, André Gillois devient le porte-parole du général de Gaulle sur les ondes de la BBC.

Mémorial Charles de Gaulle à Colmar-les-Bains-Eglises

2. La Résistance par la parole

«Les voix de la liberté»

Les radios officielles

Les conditions d'armistice prévoient un contrôle par les autorités d'occupation des programmes reçus par les émetteurs TSF*. Après avoir cessé de fonctionner du 25 juin au 5 juillet 1940, les principaux émetteurs permettent ensuite à l'occu-

pant de diffuser sur tout le territoire les programmes de Radio-Paris, dont l'équipe française véhicule une idéologie **collaborationniste*** et antisémite. Afin d'attirer les auditeurs, une grande variété d'émissions, majoritairement musicales, sont propo-

sées. Radio-Vichy ne possède pas de relais suffisants pour émettre sans difficultés sur l'ensemble du territoire. Sous une neutralité d'apparence, elle dénonce la trahison gaulle et feint d'ignorer les batailles qui opposent les troupes françaises à l'extérieur. ▶

Le succès de la BBC

Face à la montée des périls, la BBC propose, dès septembre 1938, des émissions en langues étrangères. Pendant la drôle de guerre, les bulletins quotidiens d'informations, réputés objectifs, bénéficient d'une écoute croissante, même si le public reste essentiellement limité à une élite bourgeoise. C'est au cours d'un de ces bulletins que le général de Gaulle prononce l'appel du 18 juin dont on ne possède aucun enregistrement.

Après l'armistice, à l'issue de ce bulletin d'informations de 20h15 diffusé pendant 10 minutes en français, la France Libre dispose de 5 minutes d'antenne précédées de l'annonce *Honneur et Patrie*. Les textes de cette émission échappent au contrôle britannique. Plus de 1000 d'entre eux sont rédigés et lus par Maurice Schumann, jeune journaliste qui attire les auditeurs grâce à ses talents oratoires et sa liberté de ton. Cette émission est suivie par le programme *Les Français parlent aux Français* dont l'équipe, indépendante des services de la France Libre et soumise au contrôle britannique, est dirigée par un homme de théâtre, Michel Saint-Denis (Jacques Duchesne).



Avis de confiscation des postes TSF*, 12 mai 1941

L'influence de la BBC est très forte dans le Nord, isolé du reste du pays car rattaché au commandement de Bruxelles. Cette affiche témoigne de l'inquiétude grandissante de l'occupant. Bien sûr, nombreux sont ceux qui apportent leurs postes hors d'usage et continuent à écouter Radio-Londres.

Musée de la Résistance à Bondures



Musée du général Leclerc - Musée Jean Moulin (Ville de Paris)

Les attentistes

Ce document, tiré de la brochure anti-anglaise dessinée par Jean Chaperon et imprimée par Mazeiry imprimerie travaillant pour l'occupant, a été réalisé en mars 1941 à l'initiative des services de propagande allemands (*Propaganda Abteilung*). Il fustige ces Français dits passifs qui écoutent Radio-Londres et sont favorables à l'Angleterre.

Conseils et horaires de la BBC parachutés.

Français, veillez à votre poste de radio

VOUS avez été les premiers à entendre la nouvelle de la capitulation de l'Italie. Une nouvelle étape dans la libération des pays occupés commencent. La capitulation de l'Italie ouvre aux Alliés de nouvelles perspectives. Il va sans dire que nous ne révélerons pas d'avance dans quelle direction le prochain coup sera porté. Nous vous avons souvent répété que le jour où les armées de la libération auront besoin de votre concours actif, vous en serez prévenus. Pour cette raison il est très important que les patriotes français restent en contact par radio avec leurs Alliés. Agissez dès maintenant pour garder vos moyens d'écoute. Les Allemands ont déjà confisqué les postes de T.S.F. en Norvège, en Pologne, en Grèce et en Hollande.

LA B.B.C.

HEURES DES ÉMISSIONS (Heure française)	LONGUEURS D'ONDES (en mètres)
00.30	1.500, 261, 49, 41 et 31
01.30	1.500, 373, 285, 261, 49, 41 et 31
03.30 (en mer)	261, 49, 41
06.30	1.500, 373, 49, 41 et 31
07.30	1.500, 373, 49, 41 et 31
08.30, 09.30	1.500, 373, 49, 41 et 31
12.30	1.500, 373, 41, 31, 25, 19 et 16
13.30, 15.30	1.500, 373, 41, 31, 25 et 16
19.30	373, 49, 41, 31 et 25
21.15	1.500, 373, 49, 41, 31 et 25

L'AMÉRIQUE S'ADRESSE AU PEUPLE DE FRANCE

14.30	1.500, 373, 41, 31, 25 et 16
23.30	49, 41 et 31

VOIR AU VERSO QUELQUES RECOMMANDATIONS IMPORTANTES.

Musée du général Leclerc - Musée Jean Moulin (Ville de Paris)

Plusieurs indices permettent de mesurer le succès croissant de la BBC chez les auditeurs français. D'une part, la réaction des autorités d'occupation et de Vichy, qui utilisent plusieurs techniques pour parasiter les émissions de la radio britannique. Parallèlement, une ordonnance allemande du 10 octobre 1940 interdit l'écoute des ondes ennemies en zone occupée. L'écoute publique puis privée de la **TSF***, en 1941, est également réprimée en zone Sud, par une peine d'emprisonnement et la confiscation du poste. D'autre part, les lettres d'auditeurs ayant échappé à la censure et les rapports de police permettent de mesurer les espoirs suscités par les émissions francophones de la BBC, dont certaines informations sont reprises dans les tracts diffusés clandestinement.

Plusieurs facteurs expliquent ce succès : les discours de De Gaulle et Churchill attirent un public qui cherche également à bénéficier d'une information plus objective. Face à des médias muselés en Europe occupée, la radio britannique évoque l'exploitation économique du pays, le sort des Alsaciens-Lorrains, et donne des informations sur les combats entre les Alliés et les forces de l'Axe, même lorsqu'elles sont mauvaises. Pierre Bourdan, animateur de l'émission *Les Français parlent aux Français*, n'hésite pas à déclarer en début d'émission : « Les nouvelles sont mauvaises ». Les émissions proposées sont par ailleurs très novatrices, alternant reportages, *sketches*, chansons et témoignages. Des slogans sont ainsi popularisés dont le premier, inventé par Jean Oberlé, en août 1940, demeure le plus célèbre : « Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand ». Chaque semaine, l'émission *La petite académie* revisite les définitions du dictionnaire (par exemple, « Ration : les restes de l'occupant »). Les émissions de la BBC inspirent même Radio-Paris. ▶

@ Documents

La BBC n'est pas la seule radio à abriter des émissions écoutées clandestinement depuis la métropole et les colonies. On peut citer notamment les programmes francophones de la radio gouvernementale américaine *Voice of America* ou ceux de Radio-Moscou qui diffusent des informations reprises par la presse clandestine communiste. Un dossier spécial est disponible sur le site de la Fondation de la France Libre : www.france-libre.net

Témoignage L'impact de l'écoute de Radio-Londres sur la population française

Extrait d'une lettre reçue par la BBC en 1941 signée d'un officier démobilisé, publiée par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, in *Les Voix de la Liberté. Ici Londres (1940-1944)*, Paris, La documentation française, 1975.

« Il arrive souvent que des femmes en larmes s'agenouillent autour du poste et que des hommes détournent la tête pour cacher leurs larmes. Mais si l'Angleterre remporte un succès, on applaudit et on crie bravo. Pourtant l'émission est souvent si brouillée qu'il est parfois très difficile d'entendre le *speaker*. Alors les têtes se rapprochent, les oreilles se collent à l'appareil [...] ».

Témoignage de Jacques Vico, résistant du Calvados en 2008.

« Chaque heure, avec précaution, nous reprenons l'écoute des nouvelles chez notre menuisier. Dans la soirée du 18 juin 1940 nous avons pu capter la BBC et entendre l'Appel de ce général de Gaulle, que nous ne connaissons pas. Le timbre de la voix de cet homme nous impressionne. Son ton ferme et déterminé, son autorité, et le contenu de son message nous réconfortent. Son appel nous apporte des certitudes : la guerre continue, la guerre deviendra mondiale, la flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Ce message nous remplit d'espérance. Une certitude nous envahit : l'Allemagne hitlérienne perdra la guerre, mais le chemin sera long. »



Manifestation patriotique à Marseille le 14 juillet 1942 et tract appelant à manifester dans le Vaucluse le 14 juillet 1942.

En zone Sud, l'ampleur des manifestations patriotiques du 14 juillet 1942 démontre le succès de l'appel lancé par les grands mouvements de résistance et relayé par la France Libre, via la BBC, et par la diffusion de nombreux tracts.



Archives départementales du Vaucluse

La « guerre des ondes »

En 1940, la BBC est le principal vecteur donnant à la France Libre une existence pour les Français. Elle va donc jouer un rôle essentiel dans la bataille menée contre l'Occupant et Vichy.

Une guerre des mots s'engage alors entre les *speakers* de la BBC et ceux de Radio-Paris et Radio-Vichy. Elle atteindra son point culminant lors de la bataille des éditorialistes Maurice Schumann et Philippe Henriot.

Le général de Gaulle utilise également la radio comme un instrument de reconquête spirituelle. Il appelle à plusieurs reprises les Français à se mobiliser symboliquement à l'occasion de commémorations nationales. Son premier appel à dé-

serter les rues de 15 heures à 16 heures le 1^{er} janvier 1941 rencontre un succès très localisé, notamment dans la zone interdite du Nord et en Bretagne. Le succès de la campagne des « V » l'encourage à renouveler l'expérience à plusieurs reprises.

Les manifestations populaires du 1^{er} mai et du 14 juillet 1942 sont les plus spectaculaires. Elles démontrent les progrès de la coopération entre Résistances intérieure et extérieure : les organisations de Résistance de zone Sud et les centrales syndicales clandestines proposent les mots d'ordre relayés par une intense campagne de la BBC. Les **télégrammes*** reçus par Londres attestent du succès des manifestations dans les grandes villes de la zone Sud.

L'intensification des liens entre les services secrets britanniques et de la France Libre avec les organisations de Résistance intérieure permet, en outre, de donner un écho à leurs actions et d'afficher une apparente structuration des différentes formes de résistance. La diffusion de messages personnels à partir de l'été 1941, à l'heure du bulletin d'informations, renforce cette impression de coordination des actions. Ces phrases mystérieuses et cocasses (« La voix du doryphore est lointaine », « La chienne de Barbara a eu trois chiots ») constituent autant de consignes d'action transmises à un groupe de résistants donné. ▶

Restaurer l'indépendance radiophonique

Alors qu'en métropole, la Radiodiffusion nationale reprend la ligne éditoriale de Radio-Paris, une grave crise éclate en 1942 entre la France Libre et les Alliés. En effet, après le débarquement en Afrique du Nord auquel les **Forces Françaises Libres*** n'ont pas participé, les Américains traitent avec les autorités officielles et collaboratrices installées à Alger.

Cette crise a des répercussions sur les retransmissions radiophoniques : la suspension temporaire de l'émission *Honneur et Patrie* et le retrait de plusieurs membres de l'équipe de Jacques Duchesne. De surcroît, en décembre 1942, les équipes de la France Libre découvrent qu'une « Radio noire », Radio-Patrie, a été créée en Angleterre depuis octobre et s'adresse directement à la Résistance intérieure.

Radio-Brazzaville, qui émet depuis décembre 1940 sur ondes courtes, grâce

à l'énergie de Philippe Desjardins, jeune journaliste nommé chef du service de l'Information, permet alors à la France Libre de diffuser les textes censurés par la BBC. Même si la réception est difficile, l'audience de ces émissions entraîne la création par les Allemands d'une radio du même nom afin de semer la confusion chez les auditeurs. Dans le même temps, le général Giraud, concurrent de De Gaulle, installe une radio dissidente, Radio France, à Alger.

La BBC demeure toutefois la radio la plus écoutée et la mise en place par le **Comité Français de la Libération Nationale* (CFLN)** d'une propagande radiophonique déterminée par un groupe de plus en plus représentatif de la Résistance permet de renouer des liens étroits avec la BBC : en juin 1943, Radio-Patrie devient *Honneur et Patrie*, contrôlée par une équipe franco-britannique, tout comme les émis-

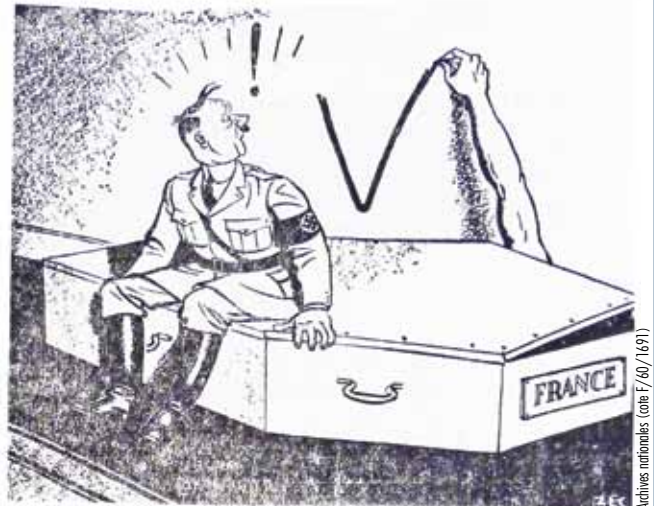
sions de la BBC destinées à la France à partir de mai 1944.

Après le débarquement en Normandie, les consignes du **Gouvernement Provisoire de la République Française* (GPRF)** à la Résistance intérieure transitent par les ondes de la BBC. Les émissions radiophoniques permettent de mettre en récit les combats vers la Libération, tout en glorifiant les actions et l'unité de la Résistance. Radio-Paris cesse d'émettre le 17 août, et, le lendemain, des résistants s'emparent du Studio d'Essai de la rue de l'Université. Du 20 au 25 août 1944, ils vont encourager et raconter les progrès de l'insurrection parisienne. À partir de 1945, alors qu'il faut reconstruire le réseau détruit par les Allemands, de nouvelles équipes constituées principalement de résistants vont concourir à la rénovation de la radiodiffusion nationale, discréditée sous Vichy. ▶

Campagne des V

Initié à la mi-janvier 1941 par une émission du programme belge de la BBC, «le combat des V» est lancé le 22 mars 1941 au cours de l'émission *Les Français parlent aux Français*. Les Français sont invités à dessiner partout la première lettre du mot Victoire. Malgré les poursuites engagées contre les auteurs des inscriptions et les propriétaires des murs, la prolifération des V sur les murs des grandes villes est attestée par les rapports préfectoraux. Près de 500 000 lettres V sont recensées en région parisienne au cours de l'année 1941.

Cette campagne orchestrée par la radio à l'échelle européenne prend une telle ampleur que les Allemands détournent le symbole au service de leur propagande. La lettre V du mot allemand *Victoria* apparaît notamment sur les véhicules militaires et sur les monuments. Sur la tour Eiffel et le palais-Bourbon, elle est accompagnée d'une banderole en allemand rappelant que l'Allemagne est victorieuse sur tous les fronts. Ce symbole est utilisé par les Allemands pendant toute la guerre. Si la campagne des V s'essouffle à l'automne 1941, la lettre V demeure associée à l'espoir d'une prochaine libération du territoire.



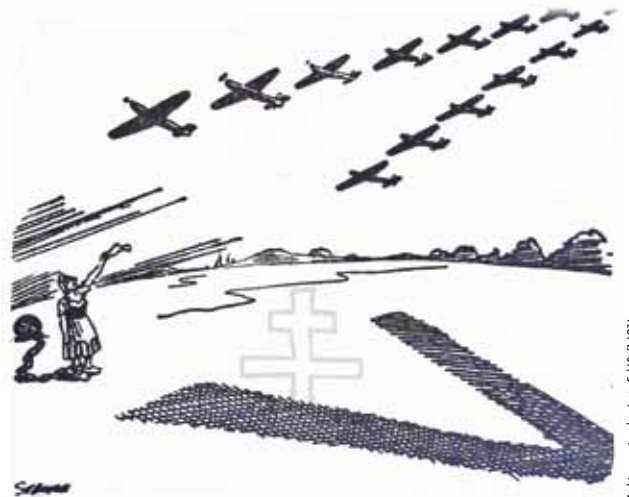
Archives nationales (cote F/60/1691)



Bibliothèque nationale de France, coll. SAFRA

Paris, été 1941. La banderole «*Deutschland siegt an allen fronten*» (L'Allemagne victorieuse sur tous les fronts) surmontée du «V» pour «Victoria» est apposée sur le palais Bourbon.

Déclinaison, sous un mode humoristique, de la campagne des «V» dans une publication de la France Libre.



Archives nationales (cote F/60/1691)

ina jalons

Retrouvez la guerre des ondes en archives sonores...

Pour la troisième année, l'Ina propose sur son site un espace dédié à l'exploitation de ressources audiovisuelles en lien avec le thème du CNRD. Cette année, un dossier disponible sur le site <http://blogs.ina.fr> est consacré au rôle joué par la radio dans la lutte des résistants contre l'occupant et le régime de Vichy.

Les élèves et les professeurs pourront y découvrir des archives radiophoniques ainsi que des archives filmées de la BBC et Radio-Brazzaville et de la propagande vichyste qui lui fait écho classées en trois thèmes :

- **L'entrée en résistance :** les premiers discours du général de Gaulle et de Winston Churchill, la mise en place des émissions francophones de la BBC.

- **Une radio de combat :** le panorama des émissions francophones diffusées en France, *Ici la France*, *Honneur et patrie*, *Les Français parlent aux Français*, la lutte contre la propagande officielle de Radio-Paris et Radio-Vichy, l'utilisation de la radio pour mobiliser la population (appels à manifester pour commémorer des événements de portée nationale), causeries, chroniques, messages codés à destination de la Résistance et messages personnels, ritournelles et sketches...

des «chroniqueurs» aux talents multiples : André Gillois, Pierre Dac, Pierre Lefevre, Jean Oberlé, Pierre Bourdan, Jean Marin, Jacques Duchesne...

- **Vers la Libération et la mise en place d'une radio nouvelle :** des émissions novatrices, la crise entre la France Libre et les Alliés, le rôle de Radio-Brazzaville, le rôle de Radio-Londres lors du Débarquement et des combats de la Libération, les dernières heures de Radio-Paris, la radio insurgée au cours de la libération de Paris.

Chaque extrait est accompagné par une notice explicative rédigée par les équipes de la Fondation de la Résistance.

Parler, chanter, crier pour dénoncer l'oppression

La parole des Églises chrétiennes

L'appui au régime de Vichy et l'acceptation résignée du sort de la France caractérisent longtemps la hiérarchie catholique (cardinal Suhard), même si, parallèlement aux Églises protestantes, quelques voix (les jésuites Riquet ou de Lubac) s'élèvent précocement pour dire leurs inquiétudes face aux premières mesures antisémites et aux conditions d'internement des ressortissants étrangers, notamment juifs (abbé Glasberg, relayé par le cardinal Gerlier auprès de Vichy).

Au printemps et surtout à l'été 1942, alors qu'on assiste à la radicalisation du régime d'occupation et au durcissement des persécutions antisémites, les Églises passent véritablement à l'acte. Succédant aux seules requêtes directes, mais confidentielles, auprès des autorités de tutelle, les prêches et sermons des Églises deviennent le moyen d'informer sur des

réalités cachées par la censure. Lus en **chaire*** puis transcrits (**ronéotypés***, semi-officiels ou clandestins) et repris sur les ondes de la France Libre, ils sont l'expression claire d'un désaccord avec la politique officielle de l'État français ou des autorités d'occupation. C'est la persécution antisémite et l'asservissement du pays qui, au nom des valeurs humaines et chrétiennes, suscitent la réprobation.

Parallèles à des écrits résistants bien connus (*Cahiers du témoignage chrétien*), ces communications, largement propagées, ne sont pas des actes de résistance au sens propre, mais encouragent à adopter une attitude de réserve, sinon de résistance, à l'égard de la politique de l'État français.

Réactions à la persécution des Juifs ou à l'établissement du **Service du Travail Obligatoire*** en 1943 (entre autres, le

cardinal Liénart), les prises de parole (pasteur Marc Boegner, l'archevêque de Toulouse Jules Saliège, l'évêque de Montauban Pierre-Marie Théas) ont un impact non négligeable. Initiant un « réveil de la conscience chrétienne », les Églises contribuent à la massification des sauvetages des Juifs de France. Elles encouragent, par leur position sur le STO, un mouvement plus général qui renforce les rangs de la Résistance. Reconnaissance involontaire de leur portée, les autorités de Vichy tentent d'empêcher la diffusion de ces prises de position hétérodoxes (interdictions préfectorales). La presse **collaborationniste*** attaque ces appels à la conscience (« Trahison des clercs », *Le Pilon*), tandis que les autorités allemandes interdisent l'envoi d'aumôniers auprès des ouvriers du STO que l'Église catholique sollicite. ▶

Résister en chantant

L'un des modes de communication, souvent ignoré, mais qui a existé dans les rangs de la Résistance, fut la chanson : *Le chant des partisans*, les parodies de chansons populaires écrites par l'humoriste Pierre Dac à la BBC. Certains résistants composent dans la clandestinité un chant pour affirmer leur solidarité avec ceux qui luttent. Auteurs et musiciens amateurs ou artistes chevronnés, tous utilisent la chanson pour porter l'espoir avec des thèmes récurrents : fidélité à la patrie, provocation ou dérision, révolte ou haine, protestation envers les contraintes de l'occupant et ses réquisitions en tous genres, enthousiasme d'une libération à venir. La chanson écrite dans l'intimité d'un groupe est souvent perçue comme une soupape nécessaire aux conditions extrêmes dues à la clandestinité pour se donner du courage et conjurer sa peur. Certaines sont reproduites et diffusées sous forme de tracts ou dans la presse clandestine. ▶

Mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises



Pierre Dac au piano

De son vrai nom André Isaac, l'humoriste Pierre Dac, d'abord réfugié en zone Sud pour fuir les persécutions antisémites, réussit à rejoindre Londres. En 1943, il intègre l'émission *Les Français parlent aux Français* à la BBC. Ses parodies de chansons sont appréciées des auditeurs autant que vilipendées par Philippe Henriot, le secrétaire d'État à l'Information et à la propagande de Vichy.

La marche des maquis bretons

Certaines chansons écrites dans la clandestinité sont publiées, sous forme de partition musicale, à la Libération afin de rendre hommage aux combattants de l'ombre, telle cette « Marche » émanant des maquis de la résistance bretonne.

Hitler Yop la boum

L'une des spécialités de l'humoriste Pierre Dac lors de ses interventions dans les émissions françaises de la BBC est la parodie de chansons populaires dont les textes modifiés raillent les Allemands et les collaborateurs. Partant d'airs connus elles sont du coup facilement mémorisées par la population. En complément les Alliés éditent cette petite brochure illustrée qui reprend les plus célèbres de ses parodies et qui est larguée par avions sur la France.



Mémorial de Caen

Fondation de la Résistance

Des lieux de ressources pour préparer le concours



Affiche présentant des manchettes de journaux de la presse clandestine imprimée à Alger en 1943 (71,5 x 55,5 cm).

Archives nationales (cote 72 AJ 1482)



Fondation de la Résistance

Salle « presse clandestine » du musée départemental d'histoire de la Résistance et de la Déportation de l'Ain et du Haut-Jura à Nantua.

Avoir accès aux documents d'archives

1^{re} possibilité : se rendre aux Archives nationales ou aux archives départementales :

Les fonds conservés aux Archives de France sont essentiellement constitués de documents issus de l'activité des administrations centrales de l'État (consultables aux Archives nationales) ou locales (consultables aux archives départementales).

Faire une recherche nécessite de **consulter les inventaires des fonds conservés**. Il faut donc identifier les différents producteurs qui ont eu

à traiter le thème à étudier (par exemple une administration de Vichy, de la France Libre ou de nombreuses associations d'anciens résistants).

Les consultations, en salle de lecture, ne peuvent être faites que par des adultes mais **la plupart des services d'archives sont dotés de services pédagogiques qui offrent de nombreuses ressources et peuvent aider les élèves**.

2^e possibilité : Consulter les documents en ligne :

Si vous n'avez pas la possibilité de vous rendre sur place, le service de l'action éducative des Archives nationales met à disposition une **sélection de documents, via une plate-forme collaborative**, et reçoit aussi les élèves pour des ateliers fondés sur la découverte de documents originaux. Contact : service-educatif.an@culture.gouv.fr

De nombreuses ressources issues d'archives personnelles, notamment des documents

d'époque, sont disponibles sur le site Internet des Archives nationales (www.archivesnationales.culture.gouv.fr/anparis), dans le dossier « Résistance intérieure » à l'intérieur de la rubrique « Documents en ligne ». On peut également trouver de nombreux exemples d'affiches liées notamment à la campagne des « V » à l'adresse suivante : www.culture.gouv.fr/documentation/archiv/affichescomitehistoire.htm.

Préparer une visite au musée

Moment à part entière dans le travail des élèves pour le CNRD, la visite d'un musée consacré à l'histoire de la Résistance nécessite une préparation :

1^{re} étape : la pré-visite de l'enseignant

Au cours de cette pré-visite, l'enseignant rencontre **le service éducatif du musée** et lui explique son projet pédagogique. C'est à partir de ce projet pédagogique que le

personnel du musée pourra définir un parcours adapté à la visite scolaire à venir, et proposer, le cas échéant, une rencontre avec un témoin ou un acteur des événements.

2^e étape : le travail de préparation avec les élèves

• **Choix 1 : Faire surgir les questions des élèves**, qui sont formalisées dans un document qui servira de support à la visite. Certains élèves auront ainsi à cœur de chercher les réponses dans les panneaux d'exposition du musée ;

• **Choix 2 : Utiliser les fiches pédagogiques proposées par le service éducatif** pour mettre en activité les élèves en amont de la visite. Ces fiches pédagogiques sont le plus souvent téléchargeables sur le site Internet du musée ;

• **Choix 3 : Élaborer un travail de préparation à partir de la consultation du site Internet du musée**. Il peut s'agir par exemple d'un questionnaire permettant à l'élève d'explorer les différentes rubriques du site.

Quelle que soit la solution retenue par l'enseignant, il semble essentiel que l'élève découvre l'histoire du musée et en comprenne l'organisation générale (le travail à partir d'un plan du musée peut alors s'avérer pertinent).

3^e étape : les informations pratiques données aux élèves

Avant la visite, les informations pratiques sont annoncées aux élèves. L'enseignant précise ainsi le déroulement exact de la visite et donne, si nécessaire, la constitution des groupes afin de ne pas perdre de temps au musée.

Il rappelle aussi le matériel indispensable à la visite (crayons, supports pour écrire...) et explique aux élèves comment ils doivent se comporter dans un musée.

Organiser et coordonner les actions de Résistance

1. Communiquer dans la clandestinité

Des moyens de transports à risques

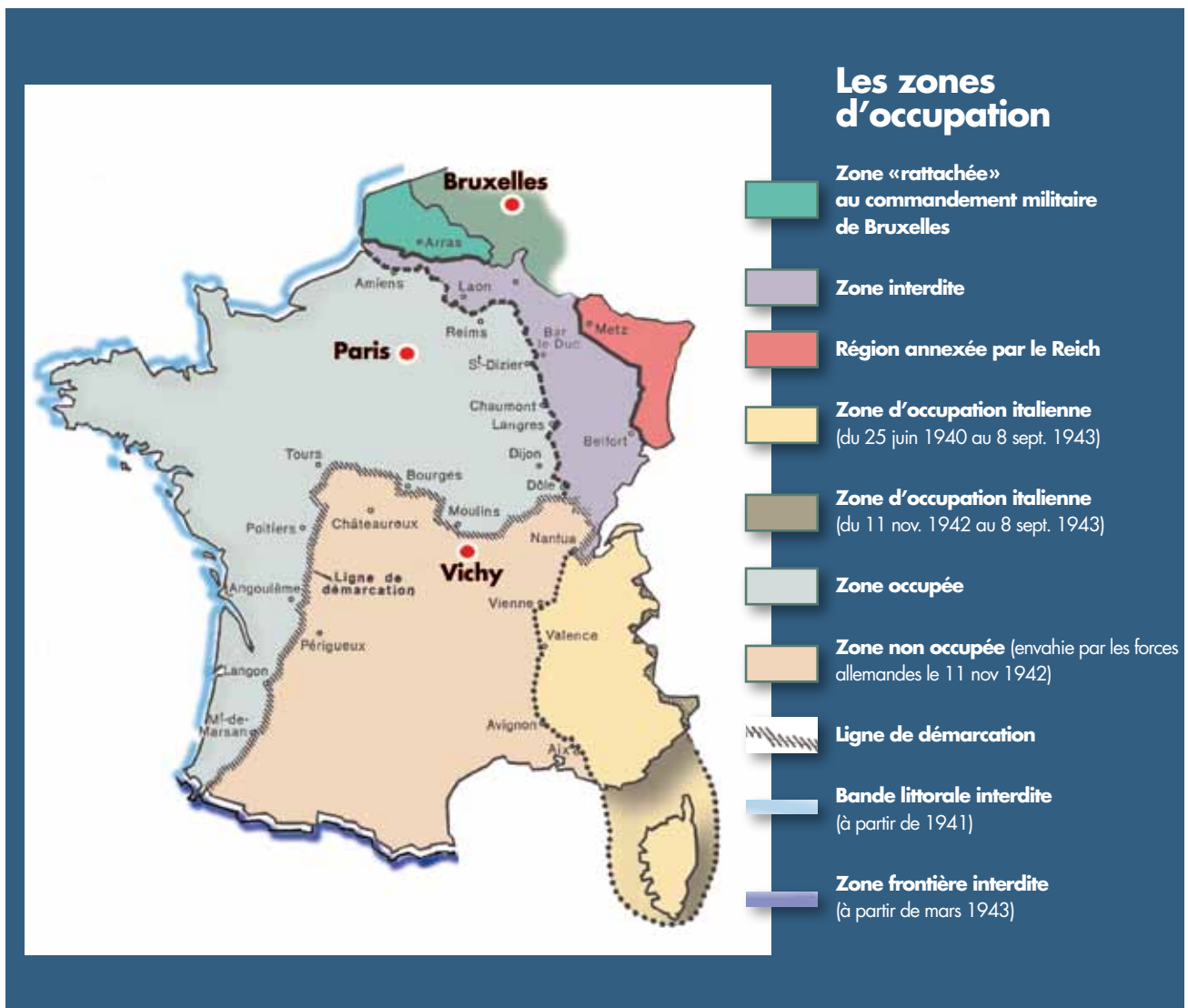
Dès l'armistice, les déplacements deviennent plus difficiles et réduits du fait de l'instauration du **couvre-feu*** et de différentes zones d'occupation (voir carte ci-dessous). Le **blocus*** britannique et les prélèvements massifs effectués par l'occupant entraînent une pénurie de carburant. Les trajets routiers sont donc limités et strictement

réglementés. Ils sont soumis à des autorisations délivrées exclusivement à ceux dont le métier nécessite des déplacements fréquents. Tous les véhicules automobiles sont réquisitionnés. Certains sont cachés par leurs propriétaires.

La réapparition des **tractions-avant***, à partir de l'été 1944, sym-

bolise les débuts de la libération du territoire.

L'usage de la bicyclette se généralise donc pour les trajets individuels quotidiens. Elle constitue le moyen de circulation le plus sûr pour les résistants car les transports en commun (bus, tramway, métro) sont le lieu de contrôles inopinés et fréquents.



Le guidon, le cadre, les pneus servent à cacher les messages à transmettre et le vélo permet de fuir rapidement en cas de danger.

Le chemin de fer est, de 1940 à 1944, le seul moyen de circulation sur les moyennes et longues distances pour les voyageurs et les marchandises. Le trafic ferroviaire est perturbé par les réquisitions de matériel effectuées par les Allemands au service de l'économie de guerre nazie. Les passagers sont confrontés aux retards, à l'affluence croissante et à une augmentation des tarifs. Le train est en

outre un moyen de transport dangereux car les contrôles sont de plus en plus fréquents dans les gares et systématiques lors du franchissement de la **ligne de démarcation***. Néanmoins, les passages et les transports de matériel clandestins se multiplient, malgré la nécessité de posséder un *Ausweis* (*laissez-passer, voir document ci-dessous*). ▶

Photographie prise dans le maquis de Défense de la France en Seine-et-Oise, à l'été 1944.



Fondation de la Résistance / Collection Béatrice de la France

Les moyens de communication parallèles

La survie et le développement d'une organisation de résistance nécessitent l'établissement de liaisons entre ses différents membres, mais aussi avec la Résistance extérieure. L'utilisation des moyens de transports traditionnels étant rendue périlleuse, il faut faire preuve d'inventivité afin de pouvoir faire circuler le plus discrètement possible des informations ou du matériel.

Pour ne pas éveiller les soupçons, ce sont le plus souvent aux femmes ou aux plus jeunes que l'on confie le rôle d'« agents de liaison », au sein des **réseaux***

et **mouvements de résistance***. Leurs tâches sont multiples : acheminement de directives et de renseignements à destination des Alliés, organisation de rendez-vous, transport de la presse clandestine et de postes émetteurs. Le rôle des agents de liaison est essentiel pour les **maquis***. Ils assurent le ravitaillement, transmettent des informations indispensables à la sécurité du groupe et des consignes d'action (*voir encadré p. 22*).

Ils se déplacent à bicyclette ou en train pour les longues distances.

Ils utilisent des moyens de communication parallèles : mise en place de lignes téléphoniques clandestines et de boîtes aux lettres ajoutées dans certains couloirs d'immeuble. Le terme de « boîte aux lettres » désigne également les personnes chargées de faire transiter le courrier. Il s'agit le plus souvent de commerçants pouvant plus facilement justifier la fréquence des allées et venues dans leurs boutiques, mais aussi de cheminots (*voir encadré p. 21*), pour le transport de la presse clandestine. ▶



Laissez-passer bilingue d'un médecin autorisé à circuler après l'instauration du couvre-feu.

Sécuriser les déplacements clandestins

Afin de faire face aux fréquents contrôles, la fabrication de faux papiers est devenue une activité essentielle au sein des **mouvements de Résistance***. Des services se spécialisent dans la confection de fausses cartes d'identité, d'alimentation et d'autorisations de circuler. Les complicités dans les mairies, commissariats et préfectures permettent de se présenter aux contrôles sous une identité usurpée. Grâce au perfectionnement des techniques utilisées, en 1944, le service national de l'identité et des faux papiers rattaché aux

Mouvements Unis de Résistance* envoie aux personnes contraintes de vivre dans la clandestinité des trousseaux de parfait faussaire comprenant le matériel nécessaire pour subir des contrôles sous cinquante identités différentes.

Les communications clandestines sont sécurisées grâce au cloisonnement des informations. Le système de « boîtes aux lettres » évoqué plus haut permet aux agents de liaison de ne rencontrer ni l'expéditeur, ni le destinataire des messages. L'utilisation de pseudonymes entre les membres d'un même

groupe de résistants rend l'identification plus difficile dans le cas où des documents sont récupérés par les services de répression allemands. Lors de leur première rencontre, les résistants utilisent des codes gestuels ou langagiers facilitant la reconnaissance.

Les agents de liaison et les « boîtes aux lettres » sont particulièrement touchés par la répression. Des imprudences peuvent être à l'origine d'arrestations qui perturbent le fonctionnement des communications au sein des organisations de résistance. ▶

Les cheminots dans la Résistance

De nombreux agents de la SNCF s'engagent au service de la Résistance et près de 1700 à 2000 cheminots sont victimes de la répression (fusillés, guillotins, pendus, ou morts en déportation). Leur activité professionnelle leur offre quotidiennement la possibilité de seconder le transport clandestin d'hommes, de matériel et d'informations.

L'aide des cheminots est indispensable pour faciliter le passage clandestin entre les deux zones. Dès 1940, les agents de conduite sont nombreux à participer aux « filières » constituées afin de permettre le passage de la ligne de démarcation à des soldats français et britanniques faits prisonniers et évadés, à des aviateurs alliés, à des Juifs français et étrangers menacés de déportation, à des réfractaires au **STO*** ou à des résistants entrés dans la clandestinité. Les passagers clandestins sont dissimulés dans les fourgons à bagages, dans la réserve à charbon ou déguisés en agents de la SNCF. Ils peuvent profiter du ralentissement du convoi en pleine campagne pour sauter du train.

Les « roulants » dissimulent également les premières feuilles clandestines dans leurs sacoches, puis des valises entières sont expédiées : les services des bagages deviennent des centres de réception et de répartition de ces colis. Certains cheminots participent même à la rédaction de tracts en détournant des ressources de la SNCF (papier, machines à écrire...).

Les employés chargés de la régulation du trafic, les chefs de gare, les aiguilleurs deviennent des agents de renseignement très recherchés par les réseaux de résistance : ils cartographient le trafic, décrivent les infrastructures et le matériel ferroviaires afin de préparer les bombardements. Réticents aux sabotages des voies ferrées, qui mettent en danger la vie des roulants et entraînent de féroces représailles, les cheminots y contribuent, de manière souvent indirecte, en transmettant par exemple les horaires des transports allemands, ou par des « sabotages insaisissables », surtout au moment du Débarquement (dégradation du matériel, inversion des étiquetages de destination des wagons...).



Cheminots de Clermont-Ferrand posant devant leur locomotive, 1944-1945

Coll. Yves Perronnet

Faux cachets réalisés par l'atelier de *Témoignage chrétien*, tenu par Jean Stetten-Bernard

Jean Stetten-Bernard, qui était illustrateur avant la guerre, crée à partir de 1941 un atelier de faux papiers à Vourles, près de Lyon. Au début, les moyens sont rudimentaires, comme les premiers faux cachets utilisés, qui sont taillés dans du linoléum. Mais progressivement la demande devient telle que Jean Stetten-Bernard a recours à une production massive. Il installe son atelier de faussaire dans une cabane, à l'abri des regards. À côté de celle-ci, une cachette est creusée pour dissimuler les deux valises qui rassemblent l'ensemble des faux papiers et des outils utilisés. Au total, il fabrique plus de 100 000 faux papiers en tout genre : cartes d'identité, actes d'état civil, cartes de travail, cartes de textile, cartes de démobilisation, cartes de ravitaillement ou encore *Ausweis*. Il s'agit du seul atelier de faux papiers qui fonctionnera jusqu'à la Libération.



Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon

Communiquer avec les maquis



Musée de la Résistance en Morvan - AROMA

Louise Aubin, agent de liaison du maquis Bernard

Arrivée en février 1941 dans la Nièvre, Louise Aubin, *alias* Loulette, entre en contact avec le maquis Bernard et devient agent de liaison.

«Loulette écoute les conversations à l'hôtel de la Poste où elle a pris pension, et elle collecte des renseignements sur les Français et les Allemands qui se trouvent là. Loulette exécute aussi des liaisons à vélo, au maquis, lorsqu'il y a des renseignements urgents à transmettre; ceci n'est pas sans danger. Elle se souvient d'être redescendue du maquis et qu'elle devait aller à Corbigny accompagnée de M. Boizard en voiture à cheval. À l'entrée de Corbigny, une patrouille allemande les arrête: contrôle des papiers!

Loulette a sur elle un papier compromettant signé Bernard, commandant la zone «E» du Morvan, et tamponné Résistance française **FFI*** entourant la croix de Lorraine. [...] Le papier tombe ainsi qu'une photo de Louise en maillot de bains... Le soldat ramasse le tout et le remet à Loulette qui lui fait un beau sourire! Elle a le fouet à la main et en donne un coup violent à la jument qui part à vive allure [...] ». Depuis cet épisode, elle apprend par cœur ses messages.

Amicale du maquis Bernard,
Résistances en Morvan, Château-Chinon, 2008

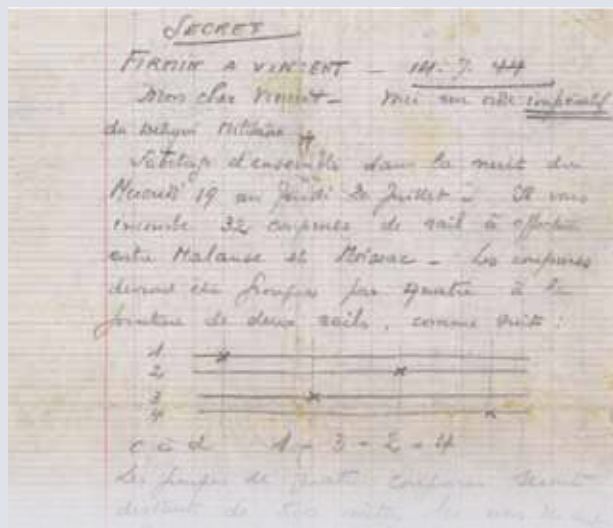
Une ligne téléphonique clandestine

Née le 17 mars 1918 à Clamecy dans la Nièvre, Janette Colas est téléphoniste. Très rapidement, pendant l'Occupation, les vexations, les humiliations et les exactions allemandes renforcent ses convictions.

Elle profite de sa situation professionnelle pour écouter les conversations téléphoniques et pour égarer les lettres de dénonciation. Tout en poursuivant ses activités d'espionnage à la Poste, elle profite de ses relations pour apporter une coopération active au maquis créé par Georges Moreau, *alias* Le Loup. Au début du mois d'août 1944, Janette Colas installe une ligne téléphonique entre son appartement et le maquis.

«Face au bois de Creux, une déviation fut faite: la ligne passait sous les voies de chemin de fer, et enterrée atteignait le bois. Cachée par le feuillage des arbres, elle aboutissait en aérien sous la tente du Loup. Là, un standard assez perfectionné fut installé, dont une direction aboutissait chez Janette Colas, et quatre autres furent connectées en direction des postes de garde [...]. Tous ces travaux s'effectuèrent en plein jour, comme un travail classique d'employées des lignes PTT. Mais ils représentaient tout de même un certain danger; car, dans une maison juste en face de celle de Janette, de l'autre côté de la rue, habitaient les téléphonistes allemands qui travaillaient eux aussi au bureau des PTT [...]. Toujours est-il que Janette aura désormais la tâche grandement facilitée, puisque grâce à cette ligne clandestine, ses déplacements au maquis seront moins fréquents, donc ses prises de risques moins importantes».

Christophe Thierry, *Janette Colas : une employée des Postes résistante à Clamecy*, mémoire de maîtrise, Université de Bourgogne, 1996.



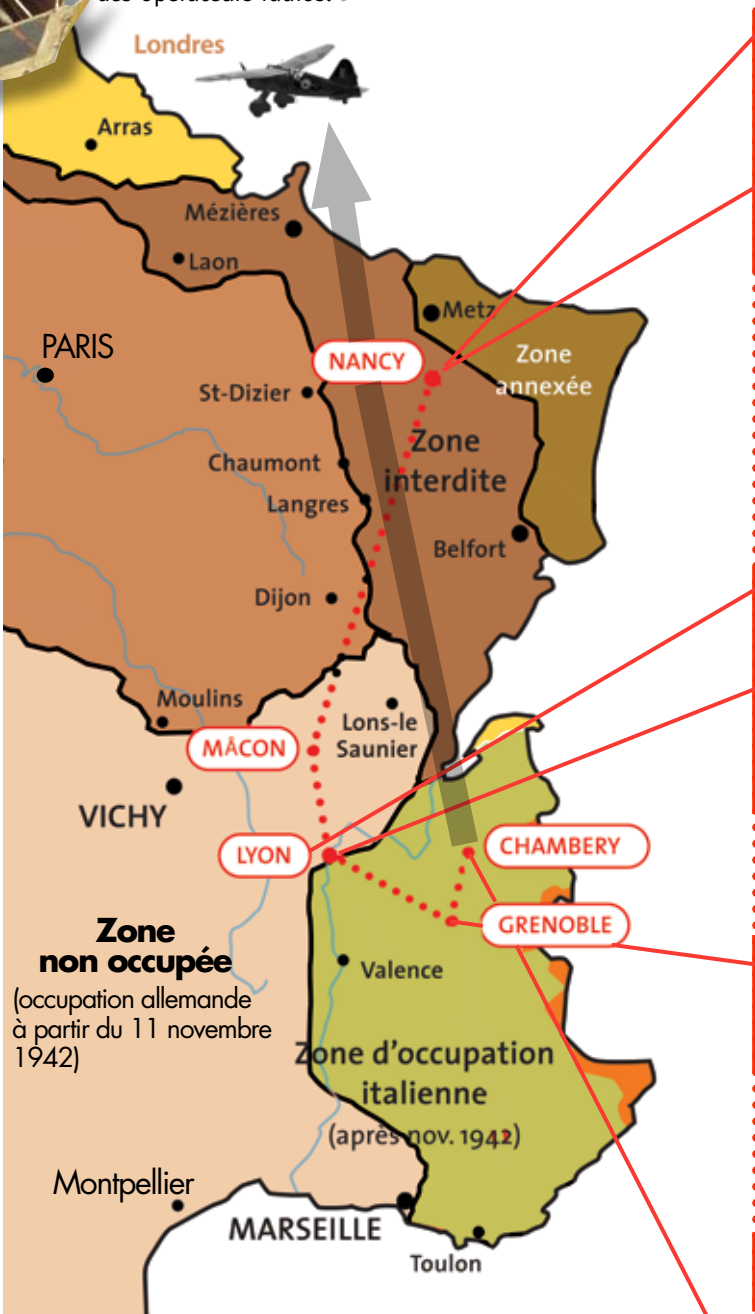
Source historique de la Défense - Fonds Jean Douet

Demande de sabotage

Extrait d'un message du 14 juillet 1944, adressé à Jean Douet, *alias* Vincent, commandant de la 8^e compagnie de l'Armée secrète du secteur nord-ouest du Tarn-et-Garonne, lui donnant les consignes d'un sabotage ferroviaire. (17 x 22 cm).

Le trajet d'un renseignement : l'exemple du réseau Coty

Pierre Fugain, membre du réseau Coty a décrit (dans son livre *Ici l'ombre, Historique et action de Coty, réseau de renseignements des Forces françaises combattantes pendant la guerre de libération*, CRDP de Grenoble, 1971) le trajet d'un renseignement « non urgent » de sa collecte à sa transmission vers Londres par avion clandestin. Les renseignements « urgents » étaient transmis par des opérateurs radios. ▶



NANCY : L'agent de renseignement **Torcheboeuf**, employé à l'aérodrome, fait le relevé des installations allemandes : bâtiments, stocks, carburant, identification et emplacement des avions, puissance de feu de la défense aérienne. Il signe son information de son matricule : RP B 4549.

NANCY : Torcheboeuf remet sous enveloppe son message à **une serveuse d'un café** du centre-ville qui joue le rôle de « boîte aux lettres ». Un **agent de liaison** vient le chercher, le dépose dans la boîte aux lettres que relève chaque jour **Roger Kelche**, chef du sous-secteur de Nancy du réseau Coty.

NANCY-MÂCON : **Émile Horn**, « roulant » du dépôt de Belfort qui effectue la liaison Nancy-Mâcon, transporte le message avec le courrier clandestin non urgent, comme chaque semaine.

MÂCON-LYON : Émile Horn dépose le message dans la boîte aux lettres du chef du sous-secteur de Mâcon du réseau Coty, **Paul Keyeux**, qui le remet à un agent de liaison, qui le transmet au **laitier Marcel Vaillant**. Celui-ci le transporte sous ses bidons de lait lors de sa liaison journalière en camion entre Mâcon et Lyon.

LYON : L'hôtel Beauséjour sert de « boîte aux lettres ». Vaillant dépose le message ; un **agent** vient l'y chercher pour le porter au **PC du secteur**.

LYON : Au PC du secteur, le chef du secteur, **Éric Cohen**, intègre le renseignement à la synthèse hebdomadaire qu'il rédige à partir des informations venues de sept départements de l'Est. Un **secrétaire** la frappe, un **agent de liaison** la porte au restaurant Bessy, boîte aux lettres d'un **chauffeur des cars Ricou**.

LYON-GRENOBLE : Le chauffeur transporte la synthèse lors de son trajet journalier. À Grenoble, il la remet à **Camille Bois**, qui l'apporte au PC régional.

GRENOBLE : Les renseignements de la région « Delly » sont revus par le **chef régional, Souweinne**, et son **adjoint Rubinstein**, classés sous des rubriques notifiées par Londres et codés par **Colette Colenski**. Les plans sont photographiés et miniaturisés par **les frères Ramus**, du journal *Le Petit Dauphinois*.

GRENOBLE-CHAMBÉRY : **Émile Pellat**, chauffeur aux messageries du *Petit Dauphinois*, transporte la synthèse régionale sous ses journaux et la dépose au bar Louis. Un **agent de liaison** vient l'y chercher et la dépose à la **centrale du réseau**.

CHAMBÉRY : À la centrale, le **chef, Georges Oreel**, intègre la synthèse régionale au courrier des autres régions, sous l'indicatif BAY 421. Un **agent de liaison** vient l'y chercher pour le faire enlever par opération aérienne. Le courrier urgent est envoyé par émission radio clandestine.

TERRAIN CLANDESTIN : Un **Lysander** de la *Royal Air Force* vient chercher le courrier en même temps qu'il dépose en France des passagers clandestins et en prend d'autres en charge en direction de l'Angleterre.

Recueillir des témoignages au sein de votre département

- **Rencontrer des témoins :** contactez la direction départementale de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONACVG) qui vous mettra en relation avec des associations issues de la Résistance et de la Déportation. Voir le site de l'ONACVG : www.onac-vg.fr/fr/carte/
- **Retrouver des témoignages de résistants locaux, écrits ou filmés :** dans les ressources présentes en bibliothèque, au service pédagogique des archives départementales et dans le musée de la Résistance le plus proche de votre commune, dont la liste est disponible sur le site de la Fondation de la Résistance : www.fondationresistance.org

Communiquer pour résister en étant interné

Dans les camps d'internement, comme dans les prisons, les internés trouvent des moyens pour diffuser des informations à l'intérieur du camp mais aussi vers l'extérieur. En utilisant les voies légales, en les détournant, mais aussi en créant des filières clandestines. Lettres, photographies, objets, vont témoigner de la vie dans les camps. Des informations sont ainsi transmises aux familles, souvent grâce à la complicité et l'intervention de personnes extérieures aux camps.▶

Écrire pour résister à l'enfermement

Après la première arrestation massive à Paris, le 14 mai 1941

«Et moi je continue à tresser le fil qui me relie à vous. J'espère qu'ils ne le couperont pas [...]»

Mordka Rotgold à sa femme, Edzia, et à ses enfants.

Le courrier dans les camps de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers pendant l'internement des Juifs arrêtés le 14 mai 1941

Le 14 mai 1941, 3 700 Juifs étrangers sont arrêtés à Paris et internés le jour même dans les camps de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers. Ils pensent être libérés très vite. Mais ils comprennent rapidement que ce ne sera pas le cas. Leurs femmes, venues en nombre aux abords du camp, manifestent devant les barbelés afin d'imposer le droit d'envoyer lettres et colis.

L'administration française, qui gère ces deux camps, édicte un règlement : une seule lettre par semaine, écrite en français pour passer la censure, et qui ne doit aborder que « des questions familiales et d'affaires ». Ces règles sont rapidement transgressées. Ces hommes maintenus pendant des mois dans une totale incertitude de ce que sera leur lendemain, inquiets des persécutions anti-juives subies par leur femme et leurs enfants à Paris, ont en effet un besoin vital de ces lettres.

Ils y puisent aussi la force de résister au découragement, à la tentation du renoncement, en même temps qu'elles sont une réaffirmation de l'individu qu'ils veulent continuer à être.

Souvent d'origine étrangère, ils ont parfois du mal à écrire en français. Ils le font donc principalement en yiddish, la langue de l'intimité, du lien fondamental. Le courrier officiel devant être en français pour être visé par la censure, le yiddish va devenir la langue de la liberté utilisée dans le courrier clandestin.

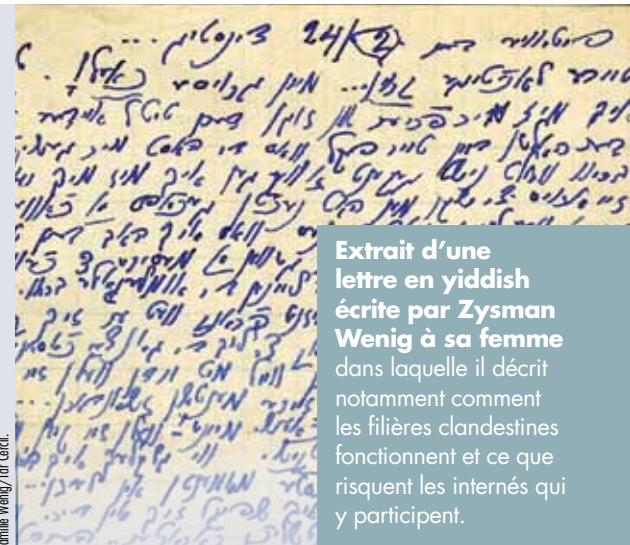
Le courrier dans les camps de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers après l'arrivée des femmes et des enfants du Vel d'Hiv

«Je t'écris à toute vitesse, car on vient nous chercher...» Berthe, 14 ans.

À partir du 19 juillet 1942, les familles arrêtées lors de la rafle du Vel d'Hiv arrivent dans les camps du Loiret, après les jours d'enfer vécus au Vel d'Hiv. Les conditions d'accueil sont dramatiques. Mères et enfants sont dans une incroyable angoisse. La discipline s'est considérablement durcie. Plus aucun interné ne sort ; l'entrée de personnes extérieures est très surveillée. Et pourtant, le courrier passe. Même du courrier clandestin. Les enfants précisent dans certaines lettres qu'ils ont soudoyé des adultes pour que leur courrier sorte du camp. Mais s'ils en indiquent parfois le coût, ils ne précisent pas de quels adultes il s'agit.

L'internement est maintenant violent, dramatique, de courte durée – les camps sont devenus des camps de transit vers Auschwitz. Les enfants voient partir leur père, puis leur mère. Et se retrouvent seuls. La correspondance change de nature. Les lettres sont désormais rares, brèves, toujours écrites dans l'urgence ; elles demandent des colis de nourriture ou de vêtements, elles espèrent de l'aide pour sortir du camp. Véritables bouteilles à la mer, elles sont des appels au secours, cris de désespoir et de détresse, constat de terrible impuissance de mères folles d'angoisse, cris de détresse d'enfants séparés de leurs parents, livrés désormais à eux-mêmes avant d'être à leur tour déportés.

Entre le 14 mai 1941 et juillet 1943, dans ces deux camps, ce sont des milliers de lettres officielles ou clandestines qui vont entrer et sortir. Des centaines de personnes vont aider à leur circulation, moyennant rémunération ou par solidarité.



Extrait d'une lettre en yiddish écrite par Zysman Wenig à sa femme dans laquelle il décrit notamment comment les filières clandestines fonctionnent et ce que risquent les internés qui y participent.

Pithiviers, mardi le 24 novembre 1941

«Il faut que je me retienne quelques jours d'écrire des lettres en yiddish, ça devient très dur de les expédier. Un de nos copains s'est fait prendre hier avec 25 lettres qu'il avait dans sa poche et qu'il voulait déposer. Encore une chance que je n'aie pas écrit ce jour-là...»

Tous les copains qui sortaient ont été fouillés. Apparemment, il y a dû y avoir une dénonciation. Ce scélérat de chef ⁽¹⁾ a mis 3 copains aux arrêts, et dans un cachot... Et ils ⁽²⁾ se sont mis à lire le contenu de ces lettres clandestines.

L'un d'eux, un imbécile... avait écrit à sa femme en français clair qu'elle lui envoie 20 mille francs, afin qu'il puisse se libérer... Le commandant l'a fait venir aussitôt et on l'a enfermé dans une baraque.

À la suite de toute cette comédie, personne n'accepte plus de faire sortir de lettre. Cela va rester comme cela pendant quelques jours, puis ils vont se lasser de chercher, car avec les juifs, ils ne sont pas sûrs de gagner : même hier, il y a eu des copains qui ont fait partir des lettres et justement par leur personnel, des gendarmes... Ils fouillent les juifs, mais ils ne vont pas fouiller les gens en qui ils ont confiance.

Comme tu le vois, ma Khayèshi, ils n'empêcheront jamais ma main d'écrire ni ma bouche de parler.»

Traduction et notes de Bernard Vaisbrot

(1) Zysman Wenig utilise «der Munuvldiker balébos» que l'on peut traduire aussi par «méprisable patron».

(2) Les policiers.

2. Communiquer avec la France Libre et les Alliés

L'établissement de liaisons entre Londres et la métropole est un enjeu essentiel pour organiser et coordonner les différents groupes de résistants. ▶

Les liaisons aériennes

Assurer le transport des résistants, du matériel et du courrier

À partir de février 1941 débutent les parachutages des agents des services de renseignements britanniques et de la France Libre, en zone Sud puis en zone occupée. Certaines missions sont orientées vers la lutte armée : attaques de pilotes allemands (mission « Savannah » en mars 1941), destructions de transformateurs électriques (mission « Joséphine B » en mai 1941).

D'autres ont une dimension politique : en novembre 1941, Yvon Morandat est le premier envoyé de la France Libre chargé de nouer des contacts avec les noyaux de résistance en zone Sud. D'autres acteurs de l'unification, comme Jean Moulin, en Provence, dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1942, sont parachutés dans des conditions souvent difficiles. Parachutés en « blind », ils ne connaissent pas leur lieu d'atterrissage et doivent réussir à dissimuler leur équipement volumineux, avant de parvenir à réactiver des contacts avec la résistance locale.

Si la majorité des agents sont parachutés, à partir de 1942, leurs trajets ainsi que ceux des représentants des **mouvements de Résistance*** voyageant à Londres, sont également assurés par avion. Il s'agit d'abord de Lysander, monomoteurs permettant des atterrissages et des décollages sur moins de 200 mètres, puis de Hudson, bimoteurs pouvant transporter une charge et un nombre de passagers plus importants. Au total, au cours de plus de 200 opérations d'atterrissages recensées, 1 100 passagers ont été transportés⁽¹⁾. Le courrier transite également par voie aérienne.

Plus de 10 000 tonnes de matériel ont été parachutées au cours du conflit, dont plus de 50 % entre juillet et septembre 1944. 60 % du total des armes parachutées l'ont été au cours des trois mois suivant le débarquement en Normandie⁽²⁾. En effet, les Anglais demeurent réticents à l'idée d'armer les résistants intérieurs et



Photo d'un Lysander restauré en 1995

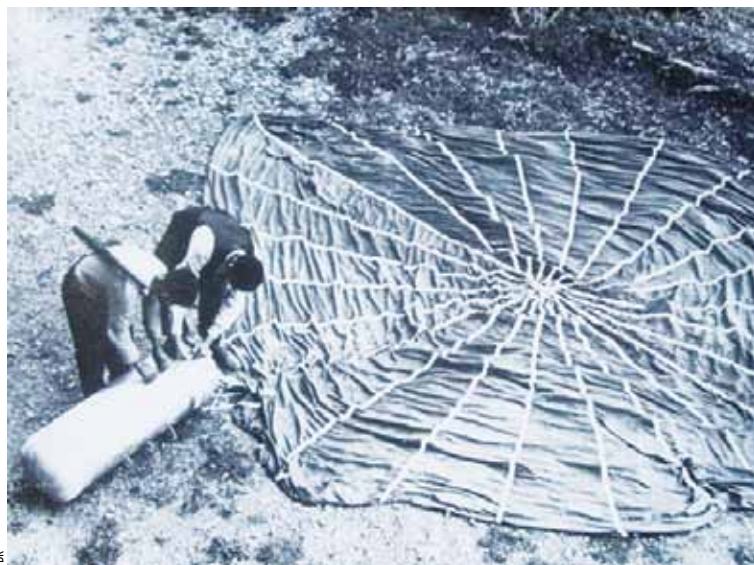
Centre Régional « Résistance & Liberté » - Tours

les **maquis*** (notamment par crainte de la mainmise des communistes). Ces envois, tardifs et principalement destinés aux **réseaux*** dirigés par les Britanniques, occasionnent des frustrations de la part des résistants intérieurs à l'égard des Alliés mais aussi de la France Libre. Il n'en demeure pas moins que l'intensification des parachutages et des atterrissages à partir de 1942 entraîne un développement des liens avec Londres. Cela nécessite également la mise en place d'une logistique afin de pouvoir répartir et utiliser ce matériel le plus efficacement possible. ▶

(1) Hugh Verity, *Nous atterrissions de nuit*, Viverols, Vario, 1999.

(2) Chiffres tirés de Michael R.D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance. Le service secret britannique d'action (SOE) en France, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2008.

L'organisation des parachutages et des atterrissages



Réception d'un container parachuté.

De fortes contraintes matérielles et techniques rendent l'organisation des parachutages et des atterrissages extrêmement délicate. Ceux-ci sont programmés de nuit, prioritairement les jours de pleine lune, afin de disposer d'une assez bonne visibilité pour repérer le terrain d'atterrissage homologué.

Ces terrains d'atterrissage doivent, en effet, réunir toutes les conditions de sécurité nécessaires pour faciliter la réception des hommes et du matériel. Éloignés de la ville où se concentrent les forces de répression, ils doivent permettre au pilote de se poser sur une surface suffisamment longue et plane. Selon leurs caractéristiques, ces terrains remplissent des fonctions différentes : certains ne reçoivent que le matériel (les terrains « Arma »), d'autres sont réservés aux parachutages d'agents (les terrains « Homo »). Il existe également des terrains sur lesquels la surveillance est permanente car ils doivent pouvoir servir de terrain de secours en cas d'impossibilités à larguer le matériel (terrain « Arma-dépôt ») mais aussi les agents (terrain « Homo-dépôt »). ▶

Les missions programmées sont annoncées à la BBC sous forme de **messages codés***. Le pilote, qui a coupé toute liaison radio en territoire ennemi, s'oriente grâce à des radios-phares émettant chaque nuit afin de lui indiquer sa position exacte, puis il met en route un radar détectant les ondes émises par un appareil de radioguidage d'une portée de 180 km, *l'Eurêka*, présent sur les terrains à équipes permanentes. L'utilisation d'un *S-Phone*, petit émetteur-récepteur portatif, peut dans certains cas permettre de guider l'avion à l'approche et de demander au pilote des précisions sur le nombre de conteneurs et de passages prévus au-dessus du terrain. Cet appareil peut également être utilisé afin de converser avec certains responsables des services de renseignements présents dans l'avion, en évitant des réponses immédiates et en obtenant l'interception des messages urgents.

Le terrain est balisé par des feux. Des équipes se spécialisent dans la réception des conteneurs et l'accueil des agents clandestins. Il s'agit à la fois de cacher les traces de l'opération mais aussi de

dispenser le plus rapidement possible le matériel et les hommes dans des lieux sécurisés. L'attente entre deux vols est parfois très longue et d'autant plus contraignante que les hommes chargés de cette mission ne peuvent, pour des raisons de sécurité, participer à d'autres actions de résistance.

À l'initiative de Jean Moulin, un Service des opérations aériennes et maritimes (SOAM) est créé en novembre 1942. Dirigé par des envoyés de la France Libre en zone Sud, il coordonne l'action des équipes recrutées au sein des mouvements et chargées des parachutages, des atterrissages et également des débarquements sur la côte méditerranéenne. Il change de nom à deux reprises suite à des arrestations⁽¹⁾. Sur le même modèle, en avril 1943, un Bureau des opérations aériennes (BOA) est créé, par Moulin, en zone Nord. Une décentralisation s'opère progressivement afin de lutter contre les arrestations en chaîne et de s'adapter aux spécificités régionales. La nomination de responsables venus de Londres occasionne d'abord certaines



Musée de l'Ordre de la Libération

Poste récepteur miniature type MCR-1, dit «récepteur biscuit» avec batterie utilisée dans la Résistance par Gérard Hennebert, chef des opérations aériennes dans la région R 5 (Corrèze, Creuse, Dordogne, Haute-Vienne, Indre ainsi qu'une partie de l'Indre-et-Loire, de la Vienne et de la Charente)

tensions, mais facilite la communication avec la France Libre et les Alliés. ▀

(1) Il devient le Centre d'opérations de parachutage et d'atterrissage (COPA) en avril 1943, puis la Section des atterrissages et des parachutages (SAP).



Bernard Cournil, responsable de l'équipe de réception du terrain Chénier

Le terrain « Chénier » est situé sur la commune de Saint-Saury, au sud-ouest du Cantal, à une quarantaine de kilomètres d'Aurillac, et à la limite du Lot. En plus du pseudonyme André « Chénier », qu'il doit au poète du XVIII^e siècle, le terrain reçoit le code morse « C7 ». Homologué en août 1943, ce terrain de parachutage est répertorié par Londres dans la plus rare des catégories, celle des terrains

Le Terrain « Chénier »

« Homo-Dépôt ». « Chénier » a donc une grande importance stratégique. Non seulement il est conçu pour recevoir des opérations programmées, mais surtout il a reçu une mission spéciale comme terrain de récupération de la zone Sud. À ce titre, il est susceptible de recevoir, à l'improviste, pendant toute une lunaison, des parachutages de matériel par des avions n'ayant pu trouver leur objectif, et doit être apte à accueillir des parachutistes dans les mêmes conditions.

« Chénier » a donc un statut particulier. Il est équipé de matériel de transmission de pointe dont une radio-balise (*Eurêka*) et un radio-téléphone (*S-Phone*), qui permettent à un responsable au sol de prendre contact avec l'équipage et de diriger l'avion vers le point précis de largage. Par ailleurs, plusieurs maquis constitués aux alentours sont chargés d'assurer sa sécurité.

Son équipe de réception, placée sous la responsabilité de Bernard Cournil, compte 18 hommes arrivés en 1943 et au début de 1944. Les résistants de « Ché-

niér » possèdent un parc automobile pour assurer le transport des containers parachutés. Cependant, des parties impraticables du trajet les obligent à avoir souvent recours aux chars à bœuf des fermes avoisinantes. Un mulot réquisitionné aux chantiers de jeunesse assure, quant à lui, le transport du ravitaillement pour ces hommes isolés, maintenus en état d'alerte permanent, auxquels il a été interdit de communiquer avec leur famille. Au total, durant sa période d'activité qui s'étend d'août 1943 à août 1944⁽¹⁾, l'équipe du terrain « Chénier » a réceptionné 90 officiers et sous-officiers, français et alliés, dont un *commando* américain, et plus de 700 containers représentant 90 tonnes d'armement et d'explosifs.

En avril 2006, un monument en hommage aux résistants du terrain « Chénier » a été inauguré. ▀

(1) « Chénier » étant devenu trop dangereux, il est remplacé par le terrain « Virgule », tenu par les hommes du maquis de Vabre.

Piste d'exploitation pédagogique

À l'aide de témoignages et de documents disponibles au sein des archives départementales, vous pouvez reconstituer les activités d'une équipe de réception lors d'un parachutage d'hommes et/ou de matériel.

Les liaisons maritimes

Les liaisons terrestres vers l'Espagne et le Portugal étant longues et plus difficiles, les liaisons maritimes sont utilisées dès l'été 1940 pour faire débarquer les premiers agents venus de Londres. Ceux-ci atteignent les côtes bretonnes avec la complicité des pêcheurs partis en Angleterre, les côtes normandes (Maurice Duclos, fondateur du **réseau*** Saint-Jacques, les atteint ainsi le 4 août 1940) ou le littoral méditerranéen à partir de Gibraltar. Ils effectuent une partie du trajet en vedettes ou en sous-marins, puis les bateaux de pêche facilitent un débarquement discret.

Les conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations maritimes sont particulièrement périlleuses : aux contraintes climatiques s'ajoute l'omniprésence de la surveillance des patrouilles terrestres et maritimes allemandes le long des côtes, notamment dans les zones abritant des installations militaires stratégiques. Le littoral nord et ouest de la France a d'ailleurs été interdit aux non-résidents, sur une bande de 25 km, à partir de 1941. Programmées au cours de nuits sans lune, leur réussite dépend de la complicité de pêcheurs et d'habitants du littoral.

Si, à partir de 1942, avec l'essor des liaisons aériennes, la mer n'est plus un moyen de transport privilégié, elle demeure pendant tout le conflit une voie de recours pour acheminer les agents et le courrier. Elle sert également aux filières d'évasion (voir encadré sur le réseau Shelburne). ▶

Collection particulière



Évasion de Rémy. En juin 1942, Rémy, menacé par les Allemands, décide de mettre en sécurité sa famille. Il embarque à Ouessant, avec les siens, à bord du *Dinan*, chalutier de Concarneau armé par les Britanniques, avec un équipage franco-anglais pour les liaisons maritimes avec la France. Le colonel Rémy se tient debout. Daniel Lomenech, Français Libre et second du *Dinan*, est assis devant lui. À gauche deux membres de l'équipage, Alex Leger et Ted Nash, encadrent Édith Renault, épouse de Rémy. Au fond, Michel, fils de Rémy.

Exemple d'une opération du réseau Shelburne à Plouha (Côtes-d'Armor) en 1944

« L'espace d'une lunaison et la seconde opération est fixée à la nuit du 26 au 27 février. Les conditions sont bonnes : parfait état de la mer, noirceur de la nuit. Rendez-vous est fixé à la maison d'Alphonse où Jean Gicquel s'efforce d'imposer à ses hôtes, jeunes et parfois exubérants, le *black-out*. Les guides prennent, comme à l'accoutumée, leurs groupes en main. La pause, chez Jean Gicquel, n'excède pas une heure. Il faut penser au pire. Léon Dumais, fidèle à son intransigeance et sa méfiance habituelles, procède à quelques interrogatoires, exige qu'on lui remette papiers et objets personnels afin qu'en cas d'échec l'ennemi ne puisse en aucune manière remonter la filière. Sans perdre une seconde, il leur intime quelques ordres dans un anglais sûr. Selon la règle, ce scénario se déroule dans une pièce à part. Le *briefing* achevé, on est certain qu'aucun des hommes sur le point d'être rapatrié ne sait exactement où il est. 23h15, Gicquel s'assure que la route est libre. Une file indienne se forme à nouveau et la descente vers la falaise est entreprise.

Ce soir-là, 19 aviateurs embarquent sur la corvette, plus deux jeunes volontaires français qui souhaitent s'engager dans les FFL. Il s'agit d'Yves Le Touzé, fils du chef de gare de Plouha et de Jean Menguy dont le frère combat déjà dans les FNFL.

Vers 3 heures, retour à la maison d'Alphonse avec les valises emplies d'armes, de munitions, de denrées diverses... et d'argent. »

Alain Le Nédélec, *Les Nuits de la Liberté. Les évasions par Plouha, St-Brieuc*, Les Presses bretonnes, 1993, p. 78-79.

Plaque de la maison d'Alphonse. Transcription de l'inscription figurant sur cette plaque :

« Ici fut la "Maison d'Alphonse", haut lieu de résistance, détruite par l'occupant le 24 juillet 1944. 135 aviateurs alliés abattus au-dessus du sol de France y furent rassemblés et contrôlés avant d'être convoyés à la plage Bonaparte, confiés à la Royal Navy et rapatriés en Grande-Bretagne. Huit embarquements eurent lieu de janvier à juillet 1944. Ces missions périlleuses furent accomplies par nuit noire au travers de zones minées étroitement surveillées par l'ennemi. »



Photo Raymond Bevil/Fondation de la Résistance

Piste d'exploitation pédagogique

La recherche et l'étude des stèles et monuments présents dans votre département peuvent constituer la première étape dans l'étude d'un lieu ayant joué un rôle stratégique dans la communication entre résistants. Pour retrouver leur emplacement, vous pouvez vous adresser à la mairie de votre commune et à l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONACVG).

Les transmissions radio

Émettre dans la clandestinité

La radio clandestine permet la transmission d'informations essentielles pour organiser l'action, en France, et communiquer des renseignements aux Alliés et à la France Libre. Le fonctionnement des autres moyens de liaisons terrestres, aériennes et maritimes en dépend.

La première liaison radio clandestine est établie le 25 décembre 1940 par Honoré d'Estienne d'Orves, envoyé par la France Libre en Bretagne, avec un poste-émetteur et un opérateur radio. Le capitaine de corvette organise un des premiers **réseaux*** de renseignements, nommé Nemrod. Victime d'une dénonciation, il est arrêté et fusillé avec d'autres membres de son groupe. D'autres tentatives ont lieu dès le début de l'année 1941, mais c'est surtout à partir de 1942 que les premiers postes-émetteurs envoyés en métropole deviennent des objets particulièrement prisés.

Lourds et encombrants, ils sont facilement réparables lors des contrôles et leur transport est donc périlleux. Des contraintes techniques en rendent le maniement complexe : difficultés à déterminer la bonne fréquence, opérateurs

absents à Londres lors de l'émission, nécessité de coder les messages (*voir encadré ci-dessous*). La *Gestapo* se montre, dès le début, très efficace dans la lutte contre les émissions radio clandestines grâce un procédé de recherche d'ondes : la **radiogoniométrie***. À la moindre imprudence, la répression s'abat donc sur les opérateurs radios aussi bien en zone occupée qu'en zone Sud, grâce à la collaboration de la police française. Le respect de règles de sécurité très strictes est indispensable pour garantir la sécurité des « pianistes » : ne pas émettre plus de dix minutes sur la même fréquence, utiliser une puissance d'ondes réduite, placer des guetteurs autour du lieu d'émission qui doit changer le plus souvent possible.

Face à l'efficacité de l'appareil répressif allemand, il paraît urgent à Jean Moulin de mieux contrôler l'utilisation du matériel et les transmissions. Il confie cette mission au service **Wireless Transmission (WT)***,



Mémorial, Cluses de Gouille à Colombes-Chaux-Écluses

Résistants transmettant un message grâce à un poste-émetteur.

fondé en novembre 1942. Les réticences de certains mouvements de résistance face à cette centralisation, s'ajoutent à une vague d'arrestations en juillet 1943 pour rendre le WT inopérant. À partir de l'été 1943, les transmissions sont réorganisées par Jean Fleury, chef du réseau Électre, grâce à la création de centres de transmissions régionaux. L'augmentation du nombre de postes acheminés vers la France, la miniaturisation du matériel (le poids d'un poste-émetteur est divisé par 5 entre 1941 et 1944) et l'amélioration des techniques de codage permettent alors d'intensifier le trafic radio. Ainsi, en juin 1944, plus de 3 300 télégrammes sont envoyés à Londres. ▶

Le codage des messages

Les messages radio transmis depuis l'Europe occupée par les résistants sont entendus et enregistrés par les services allemands qui cherchent à comprendre leur contenu en « cassant le code » utilisé. La qualité du codage est donc un élément essentiel pour assurer la sécurité des agents opérant en terrain ennemi. Le message « en clair » est transcrit en un texte codé que seul le destinataire doit comprendre. Ce message codé est formé de groupe de cinq lettres sans signification apparente. Il est alors remis par un agent de liaison à l'opérateur radio clandestin qui le transmet tel quel sans en connaître le contenu.

Les principaux procédés de codage utilisés à l'époque par les agents français sont « la double transposition » et le « système A-Z ».

La « double transposition » consiste, à partir d'une citation ou d'une phrase connues du destinataire et de l'expéditeur, à générer une première clé qui sert à opérer le codage du message en clair. Le message ainsi codé est ensuite réparti par groupe de cinq lettres qui lui-même est à nouveau codé à l'aide d'une deuxième citation. Les systèmes à double transposition sont complexes et longs à mettre en œuvre et demandent une attention soutenue. La moindre erreur commise au codage rend le message indéchiffrable par le correspondant. De plus, les machines de cryptologie allemande parviennent à casser un code de cette nature en quelques semaines.

Dans le système A-Z les clés numériques (suite de chiffres) sont préparées à l'avance et sont imprimées sur un mouchoir de soie. Chaque clé ne servant qu'une fois est découpée et détruite après utilisation. Dans ce système appelé aussi *One time pad* (clé à n'utiliser qu'une fois), mis en place en septembre 1943, chaque lettre en clair se trouve directement remplacée par une lettre-code. Ce système inviolable a perduré après la Seconde Guerre mondiale.

Silk cypher scarf (répertoire codé sur soie) : ce carré de soie de 40 x 40 cm comporte 26 rubriques toutes classées dans l'ordre alphabétique soit en tout 600 phrases pré-codées prévoyant toutes les situations rencontrées sur le terrain et résumées en groupe de quatre lettres (AZAZ, BUBU, BYBY...) avec imprimé dans le coin droit en bas un *One Time pad* (clé à usage unique) ainsi qu'un système numérique et un système métrique. Tout ceci avait pour but de faciliter et de hâter la transmission des messages. Ces foulards ont été distribués à tous les opérateurs radios SAS, ainsi qu'aux équipes Jedburgs et missions interalliées.



Musée de la Résistance en Morvan - ARCOM

Communiquer avec les services de renseignements

La radio permet de transmettre à Londres les renseignements militaires, politiques ou économiques les plus urgents. Les autres sont envoyés sous forme de courrier par voie aérienne ou maritime. Dès l'été 1940, les services secrets britanniques (**Intelligence Service***) cherchent à collecter des renseignements politiques et stratégiques. Pour ce faire, ils créent des **réseaux*** en France qu'ils financent et dotent en moyens radios (comme les réseaux Alliance et Jade-Fitzroy).

Churchill donne également l'ordre, en juillet, de créer le **Special Operations Executive (SOE)***, service chargé d'encourager les actions paramilitaires dans les pays occupés. Près de 1750 hommes et 50 femmes, agents du SOE, dont certains sont français, formés dans des centres d'entraînement, sont envoyés en France et créent des réseaux (voir l'encadré sur le réseau *Sylvestre-Farmer* p. 30). Ils organisent des livraisons d'armes, des sabotages et des filières d'évasion vers l'Espagne ou par les côtes bretonnes. Ils encadrent également les **maquis***.

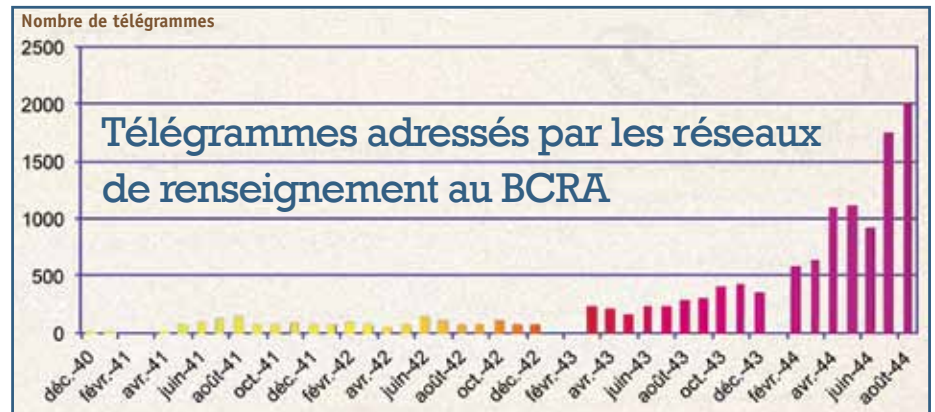
En lien avec l'IS, qui lui fournit les moyens financiers et logistiques, le service de renseignements de la France Libre, futur BCRA⁽¹⁾, crée également ses propres réseaux (voir l'encadré sur la *Confrérie Notre-Dame* p. 30) et aide financièrement les réseaux issus de certains **mouvements de Résistance***. En octobre 1941, une section Action tournée vers la lutte armée (sabotages, création d'une Armée secrète) montre la diversification des objectifs à la fois politiques (unification de la Résistance et reconnaissance de la France Libre par les Alliés) et militaires (préparation du Débarquement).

Même si certaines tensions apparaissent, liées à la dépendance matérielle de la France Libre à l'égard des Britanniques ou aux relations que ceux-ci entretiennent avec les services spéciaux de Vichy ou le général Giraud, concurrent de De Gaulle à Alger, le **BCRA***, le SOE et l'IS travaillent en étroite coopération tout au long du conflit. Ce n'est pas le cas de l'**Office of Strategic Services (OSS)*** créé par les Américains en juin 1942 et chargé du renseignement et de l'action, qui finance prioritairement les réseaux non gaullistes et attend l'approche du Débarquement pour participer à l'armement de la Résistance et à la préparation des missions interalliées de renseignements. Toutefois, la collecte de renseignements a contribué à crédibiliser les informations transmises par la BBC et à légitimer les

Type de questionnaire envoyé aux réseaux de renseignements en France occupée.

services de la France Libre aux yeux de ses Alliés. ▶

(1) Le Deuxième Bureau de l'état-major du général de Gaulle, créé le 1^{er} juillet 1940 par André Dewavrin (Passy), prend le nom de service de renseignements (SR) le 15 avril 1941, puis, Bureau central de renseignements et d'action militaire (BCRAM) en janvier suivant, devenu BCRA à l'été 1942.



Source : thèse de Sébastien Albertelli *Les services spéciaux de la France Libre : le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA), 1940-1944* soutenue en 2006 à l'IEP de Paris sous la direction de Jean-Pierre Azéma.

Le rôle des transmissions dans la libération du territoire

Les transmissions radios jouent également un rôle décisif dans la préparation du Débarquement et la libération du territoire. Outre l'envoi de **messages codés*** par la BBC, les membres des **réseaux*** reçoivent le soutien de missions interalliées chargées de récolter des renseignements sur le futur terrain d'opérations. Ainsi, de janvier à septembre 1944, 52 équipes Sussex sont parachutées.

Chacune d'entre elles est composée de deux Français dont le recrutement, l'en-

traînement et la prise en charge matérielle sont le fruit d'un effort conjoint des services secrets français, américains et britanniques. Afin de préparer l'avancée alliée, les agents transmettent plus de 700 messages, dont plus de 500 ont pu être exploités.

Les 93 équipes Jedburgh, composées d'un officier anglais, d'un Américain et d'un Français (dont un opérateur radio), ont aidé, entre juin et septembre 1944, à la libération de la Bretagne et du nord-est de la France, en aménageant des

terrains de parachutage, en encadrant et armant les résistants locaux et en assurant la coordination avec les armées alliées. Les parachutistes français intégrés au **Special Air Service**, corps d'élite britannique, sont quant à eux envoyés en Bretagne, dès la nuit précédant le Débarquement. Participant à l'encadrement des **maquis***, puis à la libération du pays, leur contribution est décisive pour obtenir, grâce aux transmissions radios, des parachutages d'armes. ▶

Le cas du réseau Sylvestre-Farmer

Sylvestre-Farmer est l'un des **réseaux*** implantés en France par le **Special Operations Executive*** ou SOE. Les agents du SOE sont soumis avant leur départ à un entraînement physique et technique rigoureux. Mais, étonnamment, seuls quelques agents sont formés à la transmission radio.

Michael Trotobas, d'origine franco-britannique, est parachuté en novembre 1942 pour créer le réseau Farmer dans le Nord – Pas-de-Calais. Il est avantaagé par une décontraction à toute épreuve, un charisme qui lui permettra de recruter 1000 agents en quelques mois, et un accent du Sud hérité de son enfance toulonnaise, qui s'avère du plus bel effet lors des contrôles. Mais l'étrange parti pris des instructeurs du SOE coûte cher à Trotobas.

Arthur Staggs, l'opérateur radio parachuté avec lui, peine à établir une liaison avec Londres. Lors de son arrestation, en décembre, il n'a encore transmis aucune information. Les sabotages de

Sylvestre-Farmer, sur l'usine de Lille-Fives par exemple, sont pourtant déterminants. Ils permettent de mettre (partiellement au moins) hors d'usage des sites industriels sans intervention coûteuse et dangereuse de la RAF. Mais encore faut-il en aviser Londres. Michael Trotobas doit donc régulièrement se rendre à Paris pour passer ses messages à l'opérateur du réseau SOE Prosper. À la chute de celui-ci, c'est vers le réseau Hercule (basé en Indre-et-Loire) qu'il se tourne. À défaut de liaison radio régulière, les messages personnels de la BBC assurent un flux continu d'instructions venues de Londres. Si l'on ajoute à ces difficultés le caractère résolument urbain du secteur de Lille et la forte présence allemande en zone rattachée, qui contraint le réseau Farmer à réceptionner ses parachutages bien loin de

Musée de la Résistance de Bonnières



Parachuté en France le 18 novembre 1942, organisateur du réseau Sylvestre-Farmer, Michael Trotobas est tué par la Gestapo à Lille le 27 novembre 1943

son QG, Farmer apparaît comme un réseau anglais particulièrement isolé de Londres. Une situation qui se confirme après la mort de son organisateur britannique, en novembre 1943. Pourtant, la loyauté qu'inspirait Trotobas poussera ses plus proches collaborateurs français à continuer l'action, et ce, jusqu'à l'arrivée des forces alliées.

Le réseau Confrérie Notre-Dame

Gilbert Renault, *alias* Raymond, Rémy, Roulier, rejoint la Grande-Bretagne le 22 juin 1940. Il propose à Passy, chef des services secrets de la France Libre, de créer une filière de renseignement. Fin août 1940, grâce à ses relations amicales avec le consul de France à Madrid, Jacques Pigeon, il gagne la France via l'Espagne. Il structure de Biarritz à Brest des « agences clandestines régionales de renseignement » reliées entre elles par des résistants locaux. Une structure en toile d'araignée s'étend sur toute la façade ouest avant de s'étendre, à l'été 1941, à toute la zone Occupée et à la Belgique. La mission principale est de renseigner les Alliés sur le mouvement des troupes allemandes et sur l'organisation du dispositif militaire de la façade Atlantique. Dans les ports de Brest et de Bordeaux, il s'appuie respectivement sur Jean Philippon *alias* Hilarion (lieutenant de vaisseau) et Jean Fleuret *alias* Espadon (syndic des ports de Bordeaux révoqué par Vichy).

Centre régional « Résistance & Liberté » - Thouars



Bernard Anquetil

En mars 1941, les services du Deuxième Bureau de Passy lui transmettent, grâce à la valise diplomatique, l'un des tout premiers postes émetteurs : « Cyrano ». À Angers, Rémy recrute son premier technicien radio : Bernard Anquetil *alias* Lhermite. La côte, étroitement surveillée, ne peut pas accueillir les activités de transmission du réseau. C'est depuis Thouars (Deux-Sèvres), puis Saumur (Maine-et-Loire), que les renseignements recueillis sont transmis en **messages codés*** à la France Libre. Ils permettent aux pilotes de la *Royal Air Force* de couler le *Bismarck* (mai 1941) et d'immobiliser le *Scharnhorst* (juillet 1941). L'état de la répression se resserre. Équipés de voitures radiogoniométriques, les services allemands font irruption dans la maison qu'occupe Anquetil. Il réussit à détruire le message en cours d'émission et jette « Cyrano » par la fenêtre. Arrêté et transféré à la prison du Pré-Pigeon à Angers puis à Fresnes, il comparait devant

une cour martiale le 15 octobre 1941 qui le condamne à mort. Il est fusillé au Mont-Valérien le 24 octobre suivant. L'équipement en matériel des « agences régionales » se poursuit. Londres organise, par exemple, le parachutage d'une dizaine de postes-émetteurs dans la plaine thouarsaise à l'automne 1941 et celui du successeur de Bernard Anquetil, Robert Delattre. La Confrérie Notre-Dame entretient des relations avec d'autres **mouvements de Résistance*** comme l'Organisation civile et militaire ou Libération-Nord. En mars 1942, par exemple, l'opération aérienne ramenant de Londres Rémy profite à Christian Pineau (fondateur de Libération-Nord). Ce dernier est exfiltré vers l'Angleterre par retour du Lysander atterrissant clandestinement près de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire). Les liens avec les mouvements de Résistance concourent à la création de **réseaux de renseignements*** qui leur sont propres : Centurie pour l'OCM, Cohors pour Libération-Nord, Manipule pour Ceux de la Résistance. À la veille de sa destruction en novembre 1943, le réseau compte 20 agences régionales et près de 2000 agents : la Confrérie Notre-Dame s'impose comme l'un des réseaux les plus importants en France, d'une redoutable efficacité.

Piste d'exploitation pédagogique

Grâce à l'aide du service pédagogique des musées spécialisés dans l'histoire des télécommunications ou des transmissions (par exemple, l'Espace Ferrié de Rennes ou le Musée des transmissions à Suresnes) et d'association locales de cibistes, vous pourrez **mieux comprendre les techniques de transmission radio** et inclure le Concours national de la Résistance et de la Déportation dans un **projet interdisciplinaire** avec le professeur de physique-chimie et de technologie.

Trouver et utiliser des témoignages de résistants

1. Trouver des témoignages filmés

Les archives départementales et les musées consacrés à l'histoire de la Résistance et de la Déportation possèdent souvent dans leurs fonds des témoignages de résistants enregistrés ou filmés. En s'adressant à leur service pédagogique, vous pourrez accéder à ces documents et sélectionner les passages qui traitent plus spécifiquement du thème du CNRD.

Une série de DVD intitulée *Parcours de résistants* et éditée par l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance peut également vous être expédiée. Par ailleurs, signalons qu'une édition spéciale d'un DVD rassemblant des témoignages sur le thème du CNRD 2012-2013 peut être commandée à cette association moyennant une participation aux frais (renseignements sur le site : www.memoresist.fr).



Fondation de la Résistance

Des témoignages sont également disponibles en ligne: citons notamment la série intitulée *Mémoires de résistants* réalisée en 2002 et consultable sur le site de l'Ina et les extraits vidéos thématiques sélectionnés dans l'exposition consacrée au CNRD 2013 sur le site du Musée de la résistance en ligne. Vous pouvez également explorer les sites des associations de mémoire cités sur le site de la Fondation de la Résistance «Actions pédagogiques/Concours de la résistance/Préparer le concours de l'année 2012-2013/thème».

NB: Les témoignages, souvent recueillis plus de 50 ans après les faits, peuvent être parfois imprécis ou comportés quelques erreurs chronologiques. Ils demeurent toutefois essentiels pour comprendre les motivations des résistants et les conditions de vie dans la clandestinité ou en exil.

2. Exploiter ces témoignages en classe

1^{re} étape: Sélectionner des extraits en rapport avec le thème du CNRD

Il ne s'agit pas de regarder chaque témoignage dans son intégralité mais de répondre au préalable aux questions suivantes en recherchant des indications biographiques sur la personne interrogée :

- De quelle manière la personne interrogée a-t-elle résisté? *(ex: fabrication et distribution de la presse clandestine, organisation ou réception des parachutages, transmission de renseignements vers Londres...).*
- Peut-on établir un lien entre les actions qu'elle a accomplies et le thème du CNRD 2012-2013?

Si la réponse à la deuxième question est positive, vous pouvez alors repérer les passages du témoignage qui illustrent le thème à traiter :

- en lisant la retranscription du témoignage si elle existe
- en visionnant le témoignage et en notant soigneusement le minutage du début et de la fin des extraits qui vous intéressent.

2^e étape: Analyser d'un ou plusieurs extraits

Vous pouvez analyser un ou plusieurs extraits. Dans les deux cas, il s'agit de resituer le témoignage dans son contexte historique.

- Au moment des faits, quels sont l'âge, la situation familiale et professionnelle ainsi que le lieu de résidence de la personne interrogée?
- La personne agit-elle seule ou fait-elle partie d'une organisation de résistance? Si oui, laquelle?
- À quelle date se situent les événements relatés?
- Qu'avez-vous appris sur le thème grâce à cet extrait?

Vous pouvez également utiliser plusieurs extraits autour d'un même sujet afin de comparer les différentes formes d'action résistante.

- Évoquer la diversité des parcours de résistants: milieux socioprofessionnels, motivations politiques ou religieuses, formes d'actions entreprises.
- Montrer que les actions menées par les résistants interrogés étaient dépendantes les unes des autres.
- Quelle influence a joué l'expérience résistante pour les témoins après guerre?

3^e étape: Intégrer les extraits dans un dossier

Si vous désirez intégrer les extraits dans votre travail audiovisuel, vous devez préalablement **obtenir l'autorisation auprès de l'organisme diffuseur** et mentionner à l'intérieur de votre DVD le nom des personnes possédant les droits sur ces images (par exemple, dans le générique).

Les extraits sélectionnés doivent être **accompagnés d'une présentation des personnes interrogées et d'une analyse du discours** en lien avec le thème étudié. Ils peuvent également être complétés par des informations complémentaires sur les organisations de résistance évoquées par les témoins, voire même par des témoignages complémentaires ou contradictoires.

Réflexion civique sur l'engagement résistant

Témoignage Les raisons de l'engagement d'une agent radio parachutée

Née à Oran le 1^{er} octobre 1920, Pierrette Louin, décide après le débarquement en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, de s'engager et rejoint en janvier 1944 le Bureau Central de Renseignement et d'Action à Alger puis Londres. Après un stage d'opératrice radio de deux mois, elle est parachutée avec plusieurs camarades dans la nuit du 5 au 6 avril 1944.

Le 23 janvier 1944, elle écrit une lettre à transmettre à sa famille en cas de décès :

« Chers Tous,
Avant de partir pour la grande aventure, j'ai voulu tout vous raconter moi-même. Ce sera pour vous une consolation, car si vous la lisez c'est que je ne serai plus [...] Je suis volontaire – et cela veut dire beaucoup – c'est autre chose qu'un mot – cela implique avant tout la lucidité, le choix. Cette mission dont je ne reviendrai peut-être pas, je ne l'ai pas subie comme un ordre. Je ne l'ai pas non plus acceptée à l'aveuglette. Non. J'ai pensé et j'ai choisi. [...] Je ne vais pas me battre pour des mots, pour des idées ou pour des gens. Je ne vais pas non plus me battre contre des mots, des idées et d'autres gens, mais pour sauver un tout qui ne peut pas disparaître, une forme de vie, un idéal, c'est la France. Je ne sais pas vous expliquer cela, mais je sens la France en moi et c'est pour cela que j'ai choisi de partir, que je n'ai pas voulu être le spectateur impuissant qui se contente de souffrir en mots, que j'ai refusé d'acheter mon existence au prix de mon esprit. Pour cela je me suis engagée. La chance m'a rapidement servie.
En juillet j'ai été une de deux filles à qui l'occasion de servir a été donnée. La seconde suivante j'avais accepté. Je suis donc entrée au 2^e Bureau. En septembre, je suis arrivée à Londres par avion. J'ai complété mon instruction technique par la formation de radio clandestine. Puis j'ai fait l'entraînement de parachutiste. Après un départ raté en novembre, il y a eu les jours d'attente et de fièvre – et à nouveau l'espoir : c'est pour dans quelques jours.
Ainsi, une nuit, dans la lune qui vient, un avion m'emmena au-dessus de la France. Je sauterai en parachute, et accomplirai ma mission. J'aurai de faux papiers et des appareils radio clandestins. Ma mission sera d'émettre sur Londres et Alger tous renseignements que les agents et moi-même recueillerons. Je n'ignore aucun des dangers que je cours. Je sais que j'ai peu de chances de m'en tirer.



Les Forces aériennes françaises libres, œuvre de Claude Grange. Haut-relief du Mémorial de la France combattante du Mont-Valérien représentant un radio clandestin agissant sous la menace des serres de rapaces, allégorie de la répression.

Le moins que je risque c'est la forteresse quelque part en Allemagne. Mais est-ce que cela compte puisque j'aurai lutté ? Si je meurs, ce sera la règle du jeu, sans regrets, sans amertume puisque mon âme sera intacte. Si je vis, j'aurai gagné mon droit à la vie, et la joie d'avoir été fidèle à mon idéal. »

Extraits tirés du *Livre d'or du Mémorial de Ramatuelle. Amicale des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale (AASSDN)*, 2005

Sans doute dénoncée par un agent ennemi infiltré dans le réseau, Pierrette Louin est arrêtée le 27 avril 1944, déportée au camp de Ravensbrück, elle est pendue le 18 janvier 1945. Déclarée « Morte pour la France », elle reçoit à titre posthume de nombreuses décorations dont la croix de Guerre avec palme et la médaille de la Résistance.

La presse de la Libération



AOÛT 1944, libération de Marseille. Les éditions des journaux de la Résistance se vendent au grand jour sur les barricades de la Canebière.

Au fil de la libération du territoire national, une presse libre et indépendante voit le jour. Certains titres sont des émanations de presse clandestine de la Résistance (*Libération*, *Défense de la France* devenu *France Soir*, *Témoignage chrétien*, *Combat*, etc.) tandis que d'autres titres naissent à la Libération (*La presse cherbourgeoise*, *Ouest-France*, *La Nouvelle République*, *Le Dauphiné libéré*, etc.).

La volonté de rénovation des pratiques journalistiques se traduit également par l'instauration d'une formation spécifique : dès 1945, Philippe Viannay et Claude Richet, ayant participé à la rédaction et la diffusion du journal clandestin *Défense de la France*, créent un Centre de formation international, qui devient en juillet 1946 le Centre de formation des journalistes (CFJ), qui demeure aujourd'hui l'une des écoles françaises de journalisme les plus réputées. Malgré les désillusions notamment liées aux difficultés matérielles et économiques de l'immédiat après-guerre, la Libération marque une rupture dans l'histoire de la presse. Évoquant Philippe Viannay, Louis-Guy Gayan, président du CFPJ, écrit à sa mort en 1986 « Il avait "vu" au bout de la nuit de l'occupation qu'il faudrait réapprendre la liberté et d'abord, la première d'entre elles : celle de s'exprimer ».

Glossaire

Acrostiche : poème, strophe ou série de strophes fondés sur une forme poétique consistant en ce que, lues verticalement de haut en bas, les initiales d'une suite de vers composent un mot ou une expression en lien avec le poème. **p. 7**

Avis d'exécution : pour instaurer un climat de terreur les Allemands informent la population des exécutions des résistants par voie de presse ou sous la forme d'affiches, souvent bilingues, placardées dans les rues. **p. 6**

Blocus : opération de guerre par laquelle un belligérant coupe le ravitaillement (nourriture, armes, matières premières...) d'une puissance ennemie. **p. 19**

Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA) : service de renseignement de la France Libre créé à Londres en juillet 1940 par le général de Gaulle et confié à André Dewavrin, alias colonel Passy. Il implante d'importants réseaux en France : Brutus, Cohors, Confrérie Notre-Dame (CND), Manipule et Phalanx sont parmi les plus connus. Initialement dénommé Bureau Central de Renseignement et d'Action Militaire (BCRAM), en 1942, il prend le nom de BCRA, qui concrétise l'élargissement de ses missions à tous les types de liaisons avec la métropole, dans le cadre de la préparation militaire et politique de la Libération. **p. 29**

Bureau d'Information et de Presse (BIP) : service de la délégation générale de la France Libre créé à Lyon en avril 1943 par Jean Moulin. Fonctionnant comme une véritable agence de presse clandestine, le BIP alimente la presse de la France Libre en informations émanant des mouvements clandestins de métropole et réciproquement grâce à la diffusion régulière du *Bulletin d'informations générales*. En août 1944, le BIP et le Centre d'Information et de Documentation, organe des MUR, fusionnent pour donner naissance à l'Agence d'Information et de Documentation. **p. 10**

Bulletin Intérieur des Mouvements Unis de Résistance (BIMUR) : en 1943, pour alimenter la presse clandestine en informations émanant des mouvements de Résistance et de la France Libre, les Mouvements Unis de la Résistance créent le Centre d'Information et de Documentation qui publie son propre bulletin, le *Bulletin Intérieur des Mouvements Unis de la Résistance*. **p. 10**

Chaire : emplacement surélevé à l'intérieur d'une église d'où le prêtre s'adresse à son auditoire notamment lors du prêche. **p. 17**

Clichage : technique typographique qui consiste à obtenir, par moulage, une empreinte en relief (le cliché) d'une composition en caractères mobiles qui servira à l'impression. **p. 9**

Colonie : territoire occupé et administré par un État dans une région à laquelle il est initialement étranger et où il s'implante après une conquête. **p. 7**

Collaborationniste : personne qui partage les idées des nazis, qui coopère avec l'occupant allemand, et qui souhaite la victoire du *III^e Reich*. **p. 5, 13 et 17**

Couvre-feu : interdiction temporaire de circuler, de sortir de chez soi à certaines heures. **p. 19**

Comité Français de Libération Nationale (CFLN) : né le 3 juin 1943 à Alger du rapprochement de la France Libre et d'un pouvoir militaire français exercé en Afrique du Nord par le général Giraud. Pouvoir central français, il dirige l'effort français dans la guerre et exerce la souveraineté française sur tous les territoires placés hors du pouvoir de l'ennemi. **p. 11 et 15**

Dactylographe : écrire ou copier un texte à l'aide d'une machine à écrire. **p. 6**

Encarts blancs : place laissée vierge dans un journal correspondant à l'emplacement de parties d'article ou d'articles entiers censurés *in extremis*. Cette pratique était redoutée par les organismes chargés de la censure puisque l'attention du lecteur était immédiatement attirée par ces blancs. **p. 5**

Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) : le 1^{er} février 1944 sont instituées les FFI, regroupant les diverses formations paramilitaires de la Résistance. Le général français Koenig, reconnu par les Alliés, en dirige l'état-major à Londres. Après le débarquement du 6 juin 1944, les FFI apportent, par leur connaissance du terrain, une aide précieuse aux soldats alliés dans leur progression pour le libérer. En septembre 1944 les FFI sont intégrées dans l'armée française. **p. 22**

Forces Françaises Libres (FFL) : formées par de Gaulle au cours de l'été 1940, les FFL regroupent d'abord des unités rapatriées de Dunkerque, de Narvik et de l'armée du Levant, rejointes par quelques soldats et civils (tels les pêcheurs de l'île de Sein) de métropole qui ont réussi à parvenir jusqu'en Angleterre. Les FFL possèdent également une marine, les Forces Navales Françaises Libres (FNFL) et une aviation, les Forces Aériennes Françaises Libres (FAFL). Rassemblant à la fin de 1943 environ 60 000 combattants, les FFL se sont illustrées sur différents théâtres d'opérations en Afrique et en Europe (la 1^{re} brigade française libre à la bataille de Bir Hakeim en Libye, les unités du général Leclerc à Koufra, au Tchad et au Fezzan). **p. 9 et 15**

Front National de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France ou Front National : créé en 1941, d'obédience communiste, il générera les FTP (voir définition). Rien à voir avec la formation politique actuelle. **p. 12**

Francs-Tireurs et Partisans (FTP) : créés en 1942 les FTP regroupent des organisations paramilitaires (Organisations Spéciales, Jeunesses communistes, MOI), et sont placés sous le commandement de Charles Tillon. Très structurés, les FTP sont partisans de la *guérilla* urbaine et de l'action immédiate. En 1944 les FTP sont rattachés aux FFI.

Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) : institué et présidé à partir du 3 juin 1944 par le général de Gaulle. **p. 15**

Intelligence Service (IS) : service secret britannique en place en France dès 1940. **p. 29**

Ligne de démarcation : véritable frontière, traversant des départements et villes de zone rurale, imposée par les Allemands. Elle sépare la zone occupée par leurs troupes et la zone non occupée dite libre sous l'administration directe de Vichy. **p. 20**

Maquis : à l'origine, c'est un mouvement spontané de réfractaires qui dès la fin de 1942 se réfugient dans des zones difficiles d'accès pour échapper au STO. Dès le printemps 1943, le maquis est pris en charge, encadré et structuré par la Résistance pour laquelle ils représentent un apport numérique important. Globalement, deux types de maquis existent : les maquis-refuges constitués de réfractaires qui veulent se cacher mais sans se battre et les maquis-combattants. **p. 20, 25 et 29**

Messages codés ou messages personnels : souvent cocasses, les messages codés diffusés par la BBC permettent de transmettre clandestinement un mot d'ordre dans le cadre de la préparation d'opérations de Résistance (parachutage, mise en alerte de groupes de résistance, sabotage...). À côté de cette fonction principale, ces phrases convenues au sein des organisations clandestines offrent aussi aux agents sur le terrain la possibilité d'apporter aux personnes avec qui ils sont en contact la preuve de leur authenticité tandis que des messages de mise en garde prévenaient des arrestations ou d'une menace. **p. 26 et 29.**

Mouvements de résistance : apparus progressivement à partir de l'automne 1940, les divers mouvements structurés (Combat, Franc-Tireur, Libération-Nord, Défense de la France, Témoignage Chrétien, etc.) font suite le plus souvent à des formes moins organisées de Résistance (aide aux prisonniers de guerre, récupération d'armes, distribution de tracts). En zone Nord, ils s'opposent avant tout à l'occupant ; en zone Sud leur hostilité se tourne plutôt contre l'idéologie vichyste. **p. 8, 20, 21 et 29**

Mouvements Unis de Résistance (MUR) : regroupement en janvier 1943 des trois grands mouvements de la zone Sud (Combat, Franc-Tireur et Libération-Sud), qui comportent également le rassemblement des organisations militaires de ces mouvements au sein de l'Armée secrète. Le Comité directeur est présidé par Jean Moulin. **p. 8 et 21**

Office of Strategic Services (OSS) : organisation secrète américaine de renseignement et d'action en place à partir de 1943 en France. **p. 29**

Office of War Information (OWI) : organisation gouvernementale américaine chargée de contrôler et de fournir aux médias les informations sur les différents fronts de guerre. **p. 7**

Papillon : tract de petit format, destiné à être distribué, jeté et éparpillé ou collé. **p. 6**

Pétainisme : doctrine, attitude politique du maréchal Pétain ou de ses partisans pendant la Seconde Guerre mondiale. **p. 10**

Photogravure : procédé photographique qui permettait d'obtenir des planches gravées utilisables pour l'impression typographique. **p. 9**

Planche de composition : ensemble de caractères typographiques qui permet l'impression d'une ou plusieurs pages. **p. 9**

Plébiscite : consultation populaire par laquelle le pouvoir exécutif demande aux électeurs de répondre par oui ou par non à un texte proposé. **p. 7**

Glossaire

Propagande noire : propagande qui provient d'une source en apparence amicale, mais en réalité hostile. p. 7

Radiogoniométrie : technique qui permet de repérer l'emplacement d'un radio-émetteur, grâce à un appareil : le radiogoniomètre. p. 28

Réseaux de résistance : organisations clandestines apparues dans la France occupée dès l'été 1940, les réseaux développent essentiellement des activités d'aide aux prisonniers de guerre, de renseignements, d'évasion, de sabotage et fournissent aux Alliés une aide militaire précieuse. Ils sont le plus souvent créés à l'initiative de la France Libre et des Alliés. Trois grands organismes ont créé des filières en France et recruté de nombreux agents : les services britanniques avec le *Special operation executive* (SOE) et l'*Intelligence Service*, et ceux du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) fondé par la France Libre et dirigé par le colonel Passy. Il existe aussi des réseaux de renseignement américains contrôlés par l'*Office of Strategic Services* (OSS). 266 réseaux ont été officiellement reconnus (homologués) à la Libération, regroupant environ 100 000 agents. Par ailleurs certains réseaux sont liés à des mouvements, ou parfois des chefs de mouvements appartiennent à des réseaux. p. 20, 25, 27, 28, 29 et 30

Ronéotypé : texte ou dessin reproduit à l'aide d'une machine à polycopier, appelée ronéo, à partir d'un stencil. p. 6, 9 et 17

Service du Travail Obligatoire (STO) : institué par le gouvernement de Vichy par une loi du

4 septembre 1942 pour répondre aux exigences allemandes de main-d'œuvre, le STO constitue le prolongement de la politique vichyste de la Relève mise en place début 1942, qui consistait à envoyer en Allemagne des travailleurs spécialisés volontaires en échange du retour de prisonniers de guerre (trois travailleurs pour un prisonnier). L'échec de la Relève et la faiblesse de ses résultats entraînent l'instauration d'une nouvelle loi du 16 février 1943 modifiant le recrutement du STO : il ne se fait plus selon un critère professionnel mais sur une base démographique. Les réquisitions concernant désormais tous les jeunes nés entre 1920 et 1922. Très impopulaire, le STO a provoqué une hostilité croissante de l'opinion, entraînant une partie des réfractaires (ceux qui refusent de partir travailler en Allemagne) à s'engager dans la Résistance, en particulier au sein des maquis. p. 10, 11, 17 et 21

Special Operations Executive (Services des opérations spéciales) ou SOE : créé à l'été 1940 par les Britanniques pour encourager la lutte armée dans les pays européens occupés par l'Allemagne nazie. La France est une de ses principales cibles, avec notamment une section RF coopérant avec le BCRA et, surtout, une section F dirigée par le colonel Buckmaster. En juin 1944, 45 réseaux « Action Buck » sont effectivement en contact avec Londres. p. 7, 29 et 30

Stencil : feuille de papier spécial, enduit de paraffine, qui sert à reproduire avec la technique de polycopie des textes ou des dessins (rendus perméables à l'encre grâce à un décalquage) à l'aide d'une ronéo. p. 9

Têtière : ensemble des éléments graphiques communs placés au même endroit à chaque entête de page. p. 8

Tirage : exemplaires d'une impression. p. 9 et 10

Télégrammes : messages transmis par ondes radio, en l'occurrence par des opérateurs clandestins. p. 15

Transmission ou Télégraphie Sans Fil (TSF) : mode de communication à distance utilisant des ondes électromagnétiques. La TSF désignait à la fois les systèmes de téléphone et de télégraphe sans fil mais aussi les émetteurs, les récepteurs qui permettaient de recevoir les émissions diffusées par les ondes radio. p. 13 et 14

Tract : Feuille de papier ou prospectus contenant des opinions, des revendications ou des propositions, que l'on distribue en nombre pour convaincre. p. 6, 7 et 10

Traction-avant : automobile produite par le constructeur français Citroën de 1934 à 1957. Liée dans la mémoire collective à l'Occupation (voiture de la *Gestapo* et icône de la Résistance et de la Libération), cette voiture dispose d'une particularité technique peu répandue à l'époque : ce sont les roues avant qui sont motrices. p. 19

Voiture à bras : sorte de charrette utilisant la force humaine. p. 9

Wireless Transmission : communication sans fil. p. 28

Présentation de la brochure numérique

Cette année, en vous rendant sur le site de la Fondation de la Résistance, vous pouvez imprimer une version de la brochure au format PDF mais aussi en découvrir une version numérique, augmentée et complétée, qui vous permet :

- de visualiser et d'agrandir tous les documents et les textes de présentation.
- d'accéder à la **bibliographie thématique et à la sitographie** mis en ligne sur le site de la Fondation de la Résistance (Actions pédagogiques/Concours de la résistance/Année 2012-2013/thème).
- de découvrir, en complément aux documents présentés dans la brochure des **dossiers thématiques complémentaires** hébergés sur notre site ou celui de nos partenaires.
- de **télécharger une version PDF** de tout ou partie de la brochure.
- d'accéder en un clic à **toutes les ressources complémentaires** utiles à la préparation du concours.

Cette initiative vise à faciliter la navigation des élèves sur Internet en les guidant vers les principaux sites sur lesquels ils trouveront des ressources documentaires en lien avec le thème du CNRD 2012-2013.

La presse résistante

Les résistants recherchent progressivement des formes d'expression plus élaborées. Dès juillet 1940, Jean Texcier, militant socialiste, rédige, puis imprime le mois suivant, *Conseils à l'occupé*, première brochure clandestine dans laquelle il décline en 33 conseils empreints d'ironie les moyens de refuser toute compromission avec l'occupant.

Les débuts de la presse clandestine

Les premières feuilles clandestines appa-

limitée. L'insuffisance de moyens, mais aussi la répression allemande expliquent qu'elles ne vivent pas au-delà de l'été 1942. À l'inverse, des **mouvements de Résistance*** naissent et se structurent autour de la diffusion d'un titre : *Libération* (zone Nord), publié à partir de décembre 1940, *Défense de la France* à partir d'août 1941 (voir encadré p. 10). L'absence des forces d'occupation



Plaque typographique de la **têtière*** de *La Voix du Nord*. Né du réseau du même nom, le jour *La Voix du Nord* paraît à Lille des



Pour rester informés sur les événements organisés autour du thème du CNRD 2012-2013...

Le succès du Concours national de la Résistance et de la Déportation tient aux efforts entrepris à l'échelon départemental par les associations de mémoire, les musées, les archives départementales, le réseau SCÉREN (CRDP et CDDP) ainsi que le service chargé du concours au sein des directions des services départementaux de l'Éducation nationale.

Les informations concernant la date des conférences de présentation du CNRD, les modalités d'inscription aux concours, l'envoi des travaux

et l'organisation des remises des prix départementaux sont diffusées auprès de vos chefs d'établissement. **N'hésitez pas à contacter la personne chargée des concours scolaires au sein de votre direction départementale de l'Éducation nationale, dont le nom figure sur leur site Internet.**

La Fondation de la Résistance signale les principaux événements départementaux organisés autour du thème **dans la rubrique « Actions pédagogiques/Actualités pédagogiques »**,

accessible également grâce à la version numérique de cette brochure.

Pour signaler un événement (conférences de présentation, expositions, représentations théâtrales...) en lien avec le thème du concours 2012-2013 « Communiquer pour Résister », vous pouvez contacter la responsable des activités pédagogiques à l'adresse suivante : emeline.vanthyune@sfr.fr

Expositions réelles et virtuelles

Certains musées de la Résistance proposent chaque année une **exposition sur le thème du CNRD**. C'est notamment le cas du musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), du musée de la Résistance de Bondues (Nord) et du musée de la Résistance de Tergnier (Picardie).

Une exposition virtuelle reprenant les thèmes abordés dans la brochure est également accessible sur le site du Musée de la Résistance en ligne : www.museedelaresistanceenligne.org

Elle s'appuie sur les documents et témoignages collectés et commentés par les équipes locales du département AERI de la Fondation de la Résistance.

D'autres expositions thématiques peuvent être rattachées au thème du concours. Signalons ainsi l'initiative du musée du général Leclerc et de la Libération de Paris-musée Jean Moulin (Ville de Paris) qui accueille depuis le 28 septembre 2012 une exposition intitulée « **Résister sous l'Occupation, Libération-Nord 1940-1944** » consacrée à

l'histoire du journal Libération (Zone Nord), voix d'un des plus grands mouvements de zone occupée. D'autre part, une exposition virtuelle, complémentaire à l'exposition physique, sera prochainement mise en ligne sur le site du Musée de la Résistance en ligne.

NB : L'adresse des musées de la Résistance et de la Déportation est disponible sur le site de la Fondation de la Résistance dans la rubrique « Musées et centres d'archives ».

Sitographie et filmographie

De nombreux musées et associations de mémoire disposent de sites Internet sur lesquels figurent une rubrique documentaire consacrée au thème du CNRD. La liste complète de ces sites est disponible sur le site de la Fondation de la Résistance (Actions pédagogiques/Concours de la résistance/année 2012-2013 / thème) ou directement via la brochure numérique.

Le site du **CRDP de Créteil** en partenariat avec le musée de la Résistance nationale met en ligne de nombreuses ressources et témoignages. Il permet d'accéder à des témoignages

enregistrés au cours des éditions précédentes du Concours national de la Résistance et de la Déportation.

L'Ina et l'ECPAD proposent sur leur site une sélection de documents filmés et sonores sur la guerre des ondes et d'autres documents nombreux sur la Seconde Guerre mondiale (*voir encadré partenaires p. 16 et 35*).

Parmi les documentaires en lien avec le thème, citons notamment celui réalisé en 2007 par Joëlle van Effenterre intitulé *Défense de la France. Histoire d'un journal et d'un mouve-*

ment clandestin, distribué par L'Harmattan et Mallia films.

Si vous recherchez des informations sur la **filmographie** en lien avec le thème, nous vous conseillons de prendre contact avec Nicole Dorra, présidente de l'**association Ciné-Histoire** par l'intermédiaire du site internet de l'association : www.cinehistoire.fr.

NB : Tous les sites indiqués sont accessibles sur notre brochure numérique visible depuis le site de la Fondation de la Résistance.

Découvrez la rubrique CNRD sur le site de l'ecpa ▶ d

Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD).

L'ECPAD collecte, conserve et met à disposition du public la mémoire audiovisuelle et photographique des armées, depuis 1915.

Pour la première fois, cette année, l'ECPAD offre sur son site Internet <http://www.ecpad.fr> un dossier de ressources photographiques et cinématographiques issues de ses fonds en lien avec le thème du Concours.

Il faut cependant rappeler que les photographies et les films datant de la période de la clandestinité de la Résistance intérieure française sont excessivement

rare. De par la nature secrète de leur activité et pour des questions évidentes de sécurité, les résistants ne souhaitaient pas s'encombrer d'images qui auraient pu devenir autant de preuves compromettantes si elles tombaient aux mains de l'ennemi. Hormis le film *Ceux du maquis* réalisé au début 1944 par l'Office français d'information cinématographique à partir d'images tournées clandestinement dans les maquis de l'Ain, la plupart des images animées représentant l'activité de la Résistance intérieure sont des reconstitutions mais auxquelles des résistants ont participé. Le statut de ces images est quelque peu ambigu : « faux » documents mais vrais témoignages des résistants sur leur propre expérience.

Plusieurs extraits de films documentaires et de films d'actualités sont proposés en ligne par le service pédagogique de l'ECPAD illustrant les thèmes suivants :

- l'impression et la diffusion des papillons, des tracts et de la presse clandestine ;
- l'organisation et la réception des parachutages ;
- la collecte des renseignements et les transmissions radio clandestines ;
- le rôle des agents de liaison.

Ces images permettent aux élèves de se plonger dans l'ambiance de cette époque et de mieux comprendre les conditions matérielles de la vie des résistants.

Remerciements

La réalisation du dossier est soutenue par le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) et le ministère de l'Éducation nationale.

Ce dossier a été conçu et élaboré sous le pilotage de la commission pédagogique de la Fondation de la Résistance, présidée par **Marc Nobilet** (secrétaire général du CNDP), à laquelle ont bien voulu s'associer la Fondation pour la mémoire de la Déportation, la Fondation Charles de Gaulle, la Fondation de la France Libre, la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie, et de nombreux musées de la Résistance et de la Déportation.

La brochure a été coordonnée par :

Frantz Malassis

(chef du département documentation et publications – Fondation de la Résistance)

Emeline Vanthuynne

(responsable des activités pédagogiques – Fondation de la Résistance).

La Fondation de la Résistance, remercie vivement de leur participation les membres du groupe de travail ayant participé à la recherche documentaire et à la rédaction de cette brochure :

Xavier Aumage

(archiviste – Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne)

Sophie Bachmann

(développement éducatif – Direction déléguée aux contenus – Ina)

Christophe Barret et Annick Pegeon

(responsables du service éducatif des Archives nationales)

Fabrice Bourrée

(département AERI – Fondation de la Résistance)

Joëlle Boyer

(enseignante – Musée du général Leclerc de Hauteclouque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin – Ville de Paris)

Aleth Briat

(Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie)

Éric Brossard

(enseignant – Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne)

Gladys Bruchon

(service éducatif – Musée de la Résistance et de la Déportation – Besançon)

Aurore Callewaert

(attachée de conservation – Musée de la Résistance en Morvan/ Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan – ARORM)

Sylvain Cornil-Ferrot

(enseignant – Fondation de la France Libre)

Virginie Daudin

(directrice du Centre régional Résistance & Liberté - Thouars)

Nicole Dorra

(Présidente de Ciné Histoire)

Nathalie Grenon

(directrice CERCIL – Orléans)

Gilles Gony

(responsable éditorial – CRDP de Créteil)

Guy Krivopissko

(enseignant – conservateur du musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne)

Cyrille Le Quellec

(documentaliste – Fondation pour la Mémoire de la Déportation)

Christine Levisse-Touzé

(directrice – Musée du général Leclerc de Hauteclouque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin – Ville de Paris)

Claude Marmot

(enseignante – Fondation Charles de Gaulle)

Hélène Priego

(directrice – Musée de la Résistance de Bondues)

Nathalie Sage-Pranchère

(archiviste – Fondation Charles de Gaulle)

Laurent Seillier

(enseignant – La Coupole, Centre d'histoire et de Mémoire du Nord – Pas-de-Calais à Saint Omer)

Sébastien Thévenot et Céline Toti

(enseignants – Mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises)

Laurence Thibault

(chef du département AERI – Fondation de la Résistance)

Emmanuel Thiébot

(historien – responsable des événements culturels - Mémorial de Caen)

Dominique Trimbur

(Fondation pour la Mémoire de la Shoah)

Vladimir Trouplin

(conservateur – Musée de l'Ordre de la Libération)

Il faut signaler enfin l'action des associations suivantes qui proposent aux lauréats de poursuivre des études et des recherches initiées lors de leur participation au Concours et les encouragent à entreprendre avec elles leur approfondissement :

- **Association « Mémoire et Espoirs de la Résistance » (MER)**
16-18, place Duplex - 75015 Paris.

- **Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (AFMD)**
31, boulevard Saint-Germain - 75005 Paris.

- **Fédération des Lauréats du Concours de la Résistance et de la Déportation (FLCRD)**.
16-18, place Duplex - 75015 Paris.

Éditeur : Fondation de la Résistance Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République. 30, boulevard des Invalides - 75 007 Paris – **Téléphone :** 01 47 05 73 69 – **Télex :** 01 53 59 95 85 – **Site internet :** www.fondationresistance.org – **Courriel :** fondresistance@sfr.fr – **Directeur de la publication :** Jacques Vistel, président de la Fondation de la Résistance – **Directeur délégué de la publication :** François Archambault – **Rédacteur en chef :** Frantz Malassis – **Maquette, photogravure et impression :** 36nco, Boulogne-Billancourt 92 100 – Revue trimestrielle - Abonnement pour un an : 16 € – N° 70 : 4,50 €. Commission paritaire : n° 1115 A 07588 – ISSN : 1263-5707

Ce numéro comporte deux encarts jetés :

un courrier et une affiche invitant à participer au Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.



Le ministère de l'Éducation nationale



La direction de la mémoire du Patrimoine et des Archives



La Fondation de la Résistance



La Fondation Charles de Gaulle



La Fondation de la France Libre



La Fondation pour la Mémoire de la Déportation



La Fondation pour la Mémoire de la Shoah